L'EUROPE

AVANT ET APRES

LA PAIX DE VILLAFRANCA

PAR

EMERIC SZABAD

CAPITAINE DE LA LEGION HONCROISE

EN ITALIE

AUTEUR DE « L'HISTOIRE DE LA POLITIQUE DES ETATS DE L'EUROPE DEPUIS LE COMMENCEMENT DU SEIZIEME SIECLE JUSQUES AU TEMPS PRESENT »; « LE PASSE ET LE PRESENT DE LA HONGRIE ».



TURIN,

Chez l'Unione Tipografico-Editrice Torinese

1859.



La dernière guerre, nous voulons dire celle d'Italie et non pas celle de Crimée, est un sujet trop attrayant pour ne pas en entreprendre sous toutes les formes la discussion et les commentaires. Grosse d'intérêts dans ses phases rapides et dramatiques, et tout aussi mystérieuse dans sa conclusion qu'elle fut inattendue dans sa naissance, cette guerre a de l'intérêt même pour les capacités les plus ordinaires, pour peu qu'elles s'occupent du sort des nations. Et d'autre part, quel objet pour les hommes d'état célèbres par leur sagesse et leur longue expérience!

Ces sages de la société européenne qui ont été bercés et ont grandi dans les traités de 1815, cette source transparente d'où découla tout astuce politique présente et future, — ces sages, déplorent-ils cette nouvelle interruption de la paix de l'Europe, ou plutôt se rejouissent-ils de la voir rétablie de nouveau? Pour ceux dont l'impénétrable sagacité ignora toutes les guerres et tous les massacres qui ont eu lieu de 1815 à 1850, le

prélude de la guerre de Crimée sembla une accablante calamité; et ce ne fut qu'après avoir reçu l'assurance et s'être convaincus eux-mêmes que cette guerre ne fut entreprise que dans l'intérêt de la civilisation, qu'ils commencèrent a sentir se rétablir l'équilibre de leurs esprits abattus. En les voyant si heureusement réconciliés avec la guerre de Crimée, ne pourrait-on par curiosité, leur demander s'ils n'ont point pour la même raison fait de même avec celle d'Italie, qui, comme la première, est déja, grâce au ciel, terminée, et suivie d'un nouveau Congrès, ou d'une Conférence. La civilisation européenne ayant trouvé sa garantie en assurant le pouvoir de la race d'Othman, pourquoi n'en trouvera-t-elle pas de nouveau, une aussi, dans l'établissement d'une confédération italienne, avec le Pape pour président et l'Autriche comme un de ses membres ! En effet, puisque l'Europe vient d'atteindre heureusement à une période de courtes guerres et d'expéditifs congrès, qui empêcherait que la civilisation de l'Europe ne fut avant peu, de nouveau assurée et accrue? Nous ne le cacherons point, c'est cette intéressante éventualité que nous pousse à écrire.

Il est évident que nous vivons dans un âge tout de progrès; le perfectionnement des arts mécaniques permet à des milliers d'individus de parcourir des distances avec la rapidité de l'air, et de voler comme des ouragans à de reciproques etreintes ou de mutuelles destructions. Une campagne militaire, grâce à cette étonnant progrès, va devenir aussi facile, qu'une grande revue, au Champ de Mars, ou a Hyde Park; et ce qui n'est pas moins satisfaisant, c'est qu'on peut attendre des congrès les mêmes heureux résultats. Quelle désésperante tâche n'était-ce pas, en effet, il y a seulement 40 ans! Quelle peine il en coutait seulement pour em-

baller monsieur le Négociateur avec ses titres de créances, pour persuader cet ambassadeur-ci à s'asseoir à la gauche de cet ambassadeur-là! Les négociateurs infaillibles qui préparèrent les éternels traités de Vienne, s'étaient, avec les plus nobles intentions, tellement empêtrés dans un dédale de préliminaires sur préliminaires, qu'il ne fallût rien moins pour les relever que l'apparition du *Moniteur* venant de l'île d'Élbe. Que les choses ont changé aujourd'hui! Les problèmes ne sont, pour ainsi dire, plus problèmes, les difficultés n'en sont plus. La question, le dilemme, qu'on l'appelle comme on voudra, est apporté fraichement tracée de sang, du champ de bataille au foyer diplomatique, ou tout est résolu par un fraternel coup de main. N'est ce pas le comble du plaisir de voir avec quelle cordialité et quelle modestie, les affaires diplomatiques ont été traitées à l'hôtel de Monsieur Bauer! Le négociateur Piémontais n'étant pas le représentant d'un pouvoir de premier ordre, était avec une extrême sentiment d'humanité, relevé de la plus lourde tâche. J'irai plus loin, et je dirai que d'après ce qu'on vient de voir à Villafranca, on pourrait en toute assurance prédire que les congrès eux-mêmes sont déstinés à passer de mode, et que les problèmes qui semblent les plus inextricables, se résoudront d'eux-mêmes dans une effusion d'embrassements instantanés. Et qui oserait nier que l'amour ne soit le plus efficace et le plus noble remède contre la guerre et tous ses maux! Pourquoi les souverains ne se précipiteraient-ils pas dans les bras les uns des autres, en présence de leurs armées abreuvées de sang? Pourquoi, en vérité, feraient-ils la paix par procuration!

Bref, quelle que soit la différence des opinions sur ses mérites, aucun ne pourrait nier à cette guerre, les charmes de la

nouveauté, sans compter le surcroit d'avantages qu'offre l'extrême simplicité de sa légende.

Celle de la guerre de Crimée, — le recouvrement des clefs de Lieux Saints, — quoique peut-être encore plus simple, est loin, admettons-le, de l'atteindre en clarté, si on la compare à la légende de la guerre dont nous parlons. Qu'est-il en effet de plus clair que la liberté? a-t-on besoin de définir une guerre entreprise pour la liberté? — Le général Giulay, parlant au nom de son impérial maître, brulait de délivrer d'une insupportable tyrannie le Piémont, laissant très-sagement et très-modestement, pouvons-nous ajouter, le reste des Italiens prendre soin de se gouverner eux-mêmes. L'Empereur des Français, de son côté, déclarait sa détermination de rendre l'Italie libre des Alpes jusqu'à l'Adriatique. Où trouver rien de mieux défini et de plus édifiant? Une patrie, et deux liberateurs! Ce ne fut certainement pas une moindre nouveauté de voir l'Empereur d' Autriche abandonner aussitôt son plan primitif, pour concentrer de préférence toute sa paternelle affection autour de Venise; une préférence que d'ailleurs les diplomates comme les non diplomates doivent également comprendre. Mais sera-t-il aussi facile de concevoir pourquoi l'Empereur des Français s'est départi lui aussi de son programme si simple et si indivisible? Si nous pouvions nous résoudre à prononcer un jugement sur les faits et gestes impériaux, nous dirions franchement que dans cette déviation de la ligne primitivement tracée, il n'y avait pas la même sagesse de la part des deux Empereurs. Nous pouvons ajouter que dans cette opinion nous nous trouvons grandement fortifiés par celle d'un fin et habile observateur. Le diplomate fameux dont nous voulons parler, — maintenant hors de combat, — a discuté avec sa verve habituelle, le sujet en question, dans les termes suivants:

« Venger la mémoire du héros qui pulvérisa tous les trônes élevés et endurcis par le crime, et puis élever bien haut les destinées de la Maison de Savoie devenue son alliée par les liens du sang, telles auraient pu être les causes uniques et les vues de la guerre commencée par Louis Napoléon. Au lieu de s'aventurer dans une foule de suppositions sur la conduite courtoise et fraternelle tenue par Napoléon à l'égard de l'Autriche, dès son accession au pouvoir jusqu'au commencement de 1859, de fins observateurs commencèrent, au contraire, alors à louer sa patience et à admirer sa sagesse. N'était-il donc pas infiniment plus sage, avant de penser a régler les vieux comptes, de gagner d'abord la confiance et l'amitié du cabinet de Saint James, puis de s'accaparer le respect des gouvernements moins traitables, pour arriver enfin à se faire appeler de l'incomparable nom de présérvateur de l'ordre Européen! Pourquoi ne pas aspirer à son aise et avec dignité l'encens qu'avec profusion on lui versait de toutes parts? Etait-ce se dégrader que de prendre son temps? Pourquoi ne pas lancer sur le monde l'exilé des implacables dinasties, comme s'il était dégagé mysterieusement par une main surnaturelle de sa seconde tombe aux Invalides? Telles, supposait-on étaient les idées de Louis Napoléon, au premier retentissement de la guerre d'Italie, eveillant toute l'Europe. Le Napoléon de la paix allait appaiser les cendres du Napoléon de la guerre: spectacle grandiose! soulageant pour l'Europe et rajeunissant pour la France. Quels grincements de dents se fut fait entendre sur tous les trônes délabrés et pourris des potentats de droit divin; et quels mugissements de joie poussés, par la « vile multitude »! Ou bien encore, pouvait-on s'imaginer que cette France qui pour un mythe avait versé le sang de ses fils sur les rives de l'Euxin, allait se refuser à parcourir de nouveau ces champs de

batailles, théâtres du plus grand héroïsme qu'on puisse raconter! Où est le Roi, ou est le César ayant jamais constitué un semblable legs sur ses sujets? Quel monarque a jamais versé autant de sang vital dans le coeur d'une nation que ne l'a fait le petit caporal? « Qui, à part les docteurs de la Sainte Alliance, n'a point été frappé des merveilles de cette ombre? Avec quelle rapidité, restaurations, monarchies citoyennes, saintes alliances, congrès, et protocoles, se sont évanouis, pour s'engloutir au fond du Stix devant cette ombre! Et dire qu'une guerre commencée à la Buonaparte, se soit terminée si réellement à la Louis Philippe! »

Il y a, que le lecteur l'avoue, beaucoup de verité dans ces remarques, quoiques elles soient un peu sarcastiques.

Quand le héros, enfin vaincu après une guerre de vingt ans, entendit la sentence prononcée sur lui par son bien-aimé beaupère, de concert avec les autres monarques, il s'écria à moitié résigné: l'Empereur François! il est réligieux et je suis son fils! Louis Napoléon en entrant en Italie, non plus comme exilé, mais à la tête d'une puissante armée, excitée au combat par les magiques noms d'Arcole, de Marengo, et d'Austerlitz, aurait du également s'écrier; lui! il est mon oncle, et je suis son neveu! Quel neveu a jamais recueilli un tel héritage? Où est le prédécésseur qui ait tracé, en caractères plus distincts, la tâche laissée à ses déscendants?

Chacun reconnaitra que le prélude de la guerre d'Italie portait toutes les traces d'un plan prémédité et d'une grande détermination.

L'avis léger donné par l'Empereur Napoléon au Baron Hùbner, l'allusion si emphatiquement faite dans son discours au Sénat sur les rélations si peu satisfaisantes avec l'Autriche, l'alliance de famille avec la Maison de Savoie, tout préparait le monde à de grands événements. Lord Derby même qui parlait de quatre points pour résoudre toutes les difficultés, et qui sermonait le preux Roi de Piemont sur les maux de l'ambition, lui même disons-nous, aurait du préssentir ce qui devait arriver. Et qui pouvait se méprendre sur la nature des événements à venir, après le lever de la toile!.

« L'Autriche, s'écria Napoléon », en faisant entrer son armée sur le territoire du Roi de Sardaigne, notre allié, nous déclare la guerre. Elle viole ainsi les traités, la justice, et menace nos frontières; c'est que l'Autriche a amené les choses à cette extrémité, qu'il faut qu'elle domine jusqu'aux Alpes, ou que l'Italie soit libre jusqu'à l'Adriatique; car, dans ce pays, tout coin de terre demeuré indépendant, est un danger pour son pouvoir ».

« Soldats! s'écria Baraguey-d'Hilliers », en 1796 et en 1800, l'armée française, sous les ordres du général Buonaparte, remporta en Italie des glorieuses victoires sur les mémes ennemis que nous allons combattre. Soldats! ayez confiance en moi, comme j'ai confiance en vous; montrons nous dignes de la France, de l'Empereur; et qu'un jour on dise de nous ce qu'on disait de nos péres, comme résumant tous les titres de gloire:

« Il était de l'armée d'Italie! »

Bien peu de lecteurs auront oublié la grandeur des évènements compris sous les deux dates rappelées à l'esprit des soldats français, par le général Baraguey-d'Hilliers.

Arrivé à Nice sur la fin de mars 1796, Napoléon Buonaparte à peine âgé de vingt-six ans, chassa les autrichiens commandés par Beaulieu et Wurmser, avec leurs confédérés Sardes jusqu'aux rives du Tanaro; et celà en moins d'une quinzaine, et avec une armée comptant à peine quarante mille hommes, à moitié nus et affamés.

Wurmser et son armée, mis hors scène, et le Roi de Sardaigne rapatrié; Buonaparte marche à la rencontre d'une nouvelle armée autrichienne sous les ordres d'Alvinzi, et une autre quinzaine suffit à mettre en déroute cette armée et ses projets dispersés sur le champ de bataille d'Arcole.

Forte de l'amour de ses sujets, et surtout de l'assistance de ses fidèles hongrois, l'Autriche trouve une troisième armée, commandée par l'archidue Charles, et celle-ci va subir le sort des deux autres, avec la perte de Mantoue pour surcroît de désastre. «Soldats! s'écria Buonaparte après la prise de Mantoue:

« Vous avez remporté la victoire dans quatorze batailles rangées et soixante-dix combats; *vous avez fait plus de cent mille prisonniers, pris à l'ennemi cinqcents pièces de canon de campagne, deux mille de gros calibre, quatre équipages de pont.*

« Les contributions mises sur les pays que vous avez conquis ont nourri, entretenu, soldé l'armée pendant toute la campagne; *vous avez en outre envoyé trente millions au ministère des*

finances pour le soulagement du trésor public .... De tant d'ennemis qui se coalisèrent pour étouffer la republique à sa naissance, l'Empereur seul reste devant nous; se dégradant lui-même du rang d'une grande puissance, ce Prince s'est mis à la solde des marchands de Londres.... Le directoire exécutif n'a rien épargné pour donner la paix à l'Europe; il n'a pas été écouté à Vienne; il n'est donc plus d'espérance pour la paix qu'en allant la chercher dans le cœur des Etats héréditaires de la maison d'Autriche. Vous y trouverez un brave peuple accablé par la guerre qu'il a eu contre les Turcs et par la guerre actuelle;... c'est la liberté que vous apporterez à la brave nation hongroise ».

La bataille du Tagliamento suivant la chute de Mantoue, conduisit l'armée française aux pieds du Simmering. La Carniole, la Carinthie et le Tyrol, tous rendirent leurs hommages au vainqueur. Trieste et Fiume sont occupés, et déjà Vienne tremble.

Tous ces exploits, qu'on le remarque bien, furent accomplis par Buonaparte sans Zouaves, sans Turcos, et sans le secours de la raison Vapeur et Compagnie.

Conspiration à Milan, conspiration a Génes; les Bourbons emigrès conspiraient, le Pape et son Collége de Cardinaux conspiraient. A Vérone se préparaient des vêpres siciliennes, douzaines de Césars, de rois, d'electeurs, et autres potentats se soulevaient en armes. Mais qu'était-ce que tout cela pour Buonaparte!

Quiconque se rappelle les relations du général avec le directoire, saura que Vienne ayant été sauvée alors, ne le dût point au manque de vigueur ou de volonté du vainqueur.

Avec quel empressement la maison d'Autriche signa la paix de Campo-Formio! avec qu'elle étreinte elle s'attacha aux membres en lambeaux de l'infortunée Venise, sa fidèle et téméraire alliée! Jamais, jusque là, les Habsbourgs, n'avaient été si libéraux; comme s'ils debordaient de sentiments de reconnaissance pour le vainqueur, ils offraient même de faire ce qu'on ne leur demandait pas; ils s'offraient à reconnaitre la république française; Napoléon, commanda au negociateur autrichien, de s'épargner cette marque de libéralité.

« L'Empereur consent que la république française possède toutes les iles ci-devant Vénitiennes du Levant et nommément Corfou, Zante, Céphalonie, Sainte-Maure et Cerigo, ainsi que Butrinto, Larta, Voinizza, et en général tous les établissemens ci-devant vénitiens en Albanie, qui sont situés plus bas que le golfe de Lodrino. Art. 5.

L'art. 6 est ainsi conçu: la république française consent à ce que S. M. l'Empereur et Roi possede en toute souveraineté et propriété les pays ci-devant désignés, savoir, l'Istrie, la Dalmatie, les iles ci-devant vénitiennes de l'Adriatique, le bouches du Cattaro, la ville de Venise, les lagunes et les pays compris entre les états héréditaires de S. M. l'Empereur et Roi, la mer Adriatique, d'après une ligne qui partira du Tyrol, suivant le torrent en avant de la Gardola, traversera le lac de Garda jusque à la Cisede et de là jusqu'a S. Giacomo.

L'Empereur renonce a tous ses droits sur les pays qui forment la République Cisalpine.

Il reconnait cette République comme puissance indépendante: elle comprendra le Bergamasque, le Bressan, le Cremasque, la ville et forteresse de Mantoue, le Mantouan, Peschiera, la partie des ci-devant états vénitiens à l'ouest et au sud de la ligne désignée dans l'art. 6, le Modénais, le principauté de Massa et Carrara et les trois légations de Bologne, Ferrare et de la Romagne » (*).

On peut de cette manière voir, que même dans sa colère à Campo Formio, Buonaparte a fait pour l'indépendance italienne quelque chose d'important. Et, de l'autre part, n'était ce pas assez libéral pour l'Autriche d'abandonner en faveur d'une république, Peschiera et Mantoue, et en outre, de sanctionner la spoliation de la dinastie modénaise et de l'église! Nous croyons ne point rendre au lecteur un médiocre service, en lui rafraichissant la mémoire sur cet épisode, et en lui montrant pourquoi Buonaparte punit Venise. Laissons le héros parler pour lui même.

Ses paroles se réfèrent à ce qui arriva après la bataille de Tagliamento. « Loudon, avec l'activité et l'adresse qui caractérisent un partisan, inonda le pays de proclamations et de nouvelles. Il répandait que les armées du Rhin et de Sambre-et-Meuse, ayant voulu passer le Rhin, avaient été écrasées; que le Tyrol avait été le tombeau des français; que l'armée de Joubert avait péri; il exhortait les Vénitiens et toute l'Italie à une révolte générale, et à se lever en masse sur le dernier des français. Dans le même moment, les mêmes nouvelles, répandues par les amis de Pezaro, parvenaient de Venise. Elles arrivaient donc par deux

(*) Koch, Traités de paix, vol. 5, p. 52.

sources différentes, et durent s'accréditer facilement dans tous les Etats Vénitiens, d'autant plus que l'année dernière, les armées du Rhin avaient eu un pareil echec. A Brescia, à Bergame, où les partisans de la liberté étaient les plus forts, ils prirent aussitôt les armes, se concertèrent avec les gouverneurs français, et envoyèrent des députations à Milan, à Modéne, à Bologne, afin de se soutenir mutuellement.

« A Vérone, au contraire, où le parti du sénat dominait, et que Pesaro avait fait le point d'appui de son parti, le peuple, les militaires, les magistrats, éclatèrent contre les français; nombre de ceux-ci furent arrêtés dans leurs maisons et quatre cents de nos malades furent égorgés dans les hopitaux». Pretons l'oreille un instant de plus.

« Dans toute la Terre-ferme, les sujets de la sérénissime république sont sous les armes; le cri de raillement est: *mort aux francais!*

« Le nombre des soldats de l'armée d'Italie qui ont été les victimes se monte déja a plusieurs centaines. Vous affectez en vain de désavouer les attroupements que vous mêmes avez préparés. Croyez-vous que quand je pus porter nos armes au coeur de l'Allemagne, je n'aurais pas la force de faire respecter le premier peuple du monde? Pensez vous que les légions d'Italie puissent souffrir les massacres que vous excitez?

« Je prends le parti de vous envoyer mes propositions par l'un de mes aides-de-champ et chef de brigade: *la guerre ou la paix.*» Le sénat corrompu restant sourd à l'avertissement, Napoléon émet le manifeste qui suit:

« Pendant que l'armée française est engagée dans les gorges de la Styrie, et laisse derrière lui en Italie les principaux établissements de l'armée, où il ne reste qu'un petit nombre des bataillons, voici la conduite que tient le gouvernement de Venise:

« Il profite de la semaine sainte pour armer quarante mille paysans, y joint dix régiments des Esclavons, les organise en differents corps d'armée, et les porte aux différents points pour intercepter toute espéce de communications entre l'armée et ses derrières.

« Sur les places, dans les cafés et autres lieux publics de Venise, l'on insulte, et accable de mauvais traitements tous les français, les denommant du nom de Jacobins, régicides, athées. Les français doivent sortir de Vénise, et peu après il leur est même defendu d'y entrer.

« On ordonne au peuple de Padoue, Venise, Vérone, de courir aux armes, de seconder les differents corps d'armée, et de commencer enfin ces nouvelles vêpres siciliennes. Il appartenait au Lion de S. Marc, disent les officiers vénitiens, de verifier le proverbe, que *l'Italie est le tombeau des francais.*

« Les prêtres en chaire prêchent la croisade; et les prêtres, dans l'état de Venise, ne disent jamais que ce que veut le gouvernement.

« A Padoue, un chef de bataillon et deux autres français sont assassinés, à Castiglione di Mori, nos soldats sont désarmés et assassinés; sur toutes les grandes routes de Mantoue à Legnago, de Cassano, à Vérone, nous avons plus de deux cents hommes assassinés.

« La seconde fête de Pâques, au son de la cloche, tous les français sont assassinés dans Vérone, on ne respecte ni les malades dans les hopitaux, ni ceux qui en convalescence, se promènent dans les rues, et qui sont jetés dans l'Adige, où ils meurent percés de mille coups de stilets; plus de quatre cents français sont assassinés ». Qui pourrait reconnaître dans la Venise de Manin, la Venise des Doges à l'esprit corrompu?

Est il nécessaire de récapituler aussi les faits de Buonaparte en 1800! Qui ne se souvient de Marengo? Qui peut en méconnaître les conséquences?

Nous pouvons l'assurer, personne ne connait mieux que l'héritier du nom et de l'Empire du vainqueur de Marengo, les événements de 1796 à 1800: personne ne peut assurément mieux sentir l'affreux dénouement qui résulta de la fatale alliance de famille, conclue subséquemment entre Napoléon et l'Autriche.

Trois ans même de souffrance de son fils ne réussirent point à eveiller la compassion de l'Empereur François. Dans la lettre à lui adressée par le général Las Cases aux jours du Congrès d'Aix-la-Chapelle, le compagnon d'exil de Napoléon, dit:

« J'ai osé, le 10 février dernier, déposer aux pieds de votre majesté la sollicitude et les vœux d'un serviteur fidèle, en faveur de son maitre.

Que votre majesté daigne pardonner a ma constance, dùt-elle lui devenir importune. J'ose placer ici, sous ses yeux, une note nouvelle en faveur de celui qui fut son *frère* et dont elle fit

son *fils*. Je prends la liberté d'accompagner cette note de quelques documents authentiques.

Sire, mon espérance et mes excuses sont dans les qualités privées, les vertus profondes de votre majesté. L'Europe se plait à reconnaître, à proclamer en vous, le plus droit, le plus moral, le plus humain, le plus religieux des hommes, et pourtant, c'est en votre nom qu'on torture, qu'on fait mourir celui à qui vous unites votre fille chérie, celui que votre choix et la religion ont rendus votre fils.

Ah! frémissez qu'on ne rapporte a vos yeux sa tunique sanglante.... Et s'il était arrivé ce jour de la justice éternelle, où le juge suprême des hommes et des rois, faisant entendre ses jugements terribles, demanderait: *qu'as-tu fait de ton fils? qu'est-il devenu?*

Pourquoi séparas-tu l'époux de l'épouse? Comment as-tu désuni ce qui avait été conjoint et béni en mon nom? Je sais bien accorder la victoire à qui il me plait, mais nul ne saurait en abuser contre mes saintes lois, sans encourir ma colère.

Sire, je m'arrête.... En aurais je trop dit? que votre majesté pardonne. Ce sont les sentiments désordonnés, les cris perçants que m'arrache le meurtre de mon maitre, exécuté à mes yeux. Sire, c'est à vos genoux, et tout hors de moi, que j'en appelle à votre intercession. C'est contre l'homicide, que je vous invoque. Ah! ne soyez pas insensible! » (*)

(*) Receuil de pièces authentiques sur le captif de Sainte Hélène, vol. IV, p. 303, Paris 1821.

Mais laissons là cette scène tragique de laquelle une ame honnête recule en frémissant d'horreur.

« Hélas! pourquoi passa-t-il aussi le Rubicon, le Rubicon des droits éveillés de l'homme, pour s'attrouper à des Rois vulgaires et parasites? (*) »

Qu'il nous suffise de nous représenter cette figure de Titan dans ses premiers développements, telle qu'on l'offrait à l'admiration du premier corps d'armée de l'indépendance italienne. Les dates de 1796 et 1800 peuvent certainement résoudre à elles seules la question de savoir: si la presente guerre a réllement ajouté à la gloire de la France.

Bien loin de nous l'idée de toucher aux lauriers des français et de leurs généraux; ce serait injuste de chercher à rabaisser la valeur des troupes françaises qui moururent en vainqueurs à Magenta et à Solférino. Pourtant on ne peût hésiter à soutenir que la France n'a aucun droit de s'enorgueillir de cette campagne. Les gloires de la guerre de Crimée, nous le savons, ont été chantées pendant deux ans à Londres comme à Paris. En Angletèrre surtout, cette glorification personnelle a été poussée jusqu'à l'absurdité de vouloir eterniser la reddition de Kars. A l'heure qu'il est, sûrement les lauriers de Crimée sont presque fanés et flétris, et même l'observateur le plus prévenu commence à voir que pour la France et l'Angletèrre, aidées de la Turquie et de la Sardaigne, la prise d'une demi-forteresse

(*) Alas! why pass'd he too the Rubicon —
The Rubicon of mens' awaken'd rights;
To herd with volgar kings and parasites?
Lord Byron.

russe n'était pas une bien grande merveille. La campagne d'Italie n'en est certainement pas une non plus, il n'y a jamais eu, depuis le cardinal Richelieu, de guerre où l'Autriche pût lutter avec la France. Comment donc aurait-elle pu s'attendre à le faire aujourd'hui, après les événements de 48! Une Autriche expulsée de Milan par les Lombards et battue par les Hongrois en 1849, et sans cesse depuis ce temps, en guerre avec tous ses sujets; ayant en outre une armée composée de rebelles; une Autriche semblable, disons nous, vouloir braver la France et l'Italie! Idée trop absurde pour qu'on s'y arrête. Pour les armées Gallo-Sardes, assistées d'un chef osé et populaire comme l'est Garibaldi, il n'y eut certainement pas grande gloire à repousser les Autrichiens des rives du Tessin au Mincio. Pour en arriver là, il ne valait pas la peine de troubler les cendres des héros de 96 et de 1800.

Une armée française, telle qu'était celle opposée à l'Autriche, tremblant devant la seule ombre du drapeau de l'indépendance hongroise flottant à l'arrière plan, ne pouvait par aucune sagesse humaine être refoulée au delà des Alpes par un général Giulay et autres défenseurs de François Joseph. Est-il possible de s'imaginer que la France avec son armée toujours prête, avec ses généraux si experts, ses zouaves, ses turcos, avec la Sardaigne et la sympathie de l'Italie entière, eût eu moins de prépondérance en 1859, que les Hongrois en 49! La marche victorieuse du Theiss au Danube n'était certes pas plus facile que celle du Tessin au Mincio. C'est ce, dont S. M. l'Empereur d'Autriche s'est aperçu assez à temps, et sagement abandonnant l'idée de *délivrer* la Sardaigne, il se hâta d'acheter par la perte de la Lombardie, Venise et la Hongrie. Pourtant rien

2

ne s'oppose a ce que des discours sénatoriaux et autres allocutions du même genre ne viennent dire à la France qu'elle a acquis une nouvelle gloire impérissable dans cette dernière guerre; quoi qu'on ne puisse s'empêcher de croire que l'Empereur lui même n'aît ri dans son cœur de la maladroite adulation prodiguée par le président du Sénat à Saint-Cloud.

Non content d'appeler la fin si brusque de la guerre, une héroique modération qui n'appartient qu'aux grands caractères et de déclarer que la campagne d'Italie fait reluire sur la France les grands jours du premier empire, — M. Troplong, pour rehausser les gloires de la paix de Villafranca, va troubler les mânes de Scipion et d'Annibal, en lançant (que le lecteur veuille bien nous pardonner la licence,) la plus malheureuse des comparaisons.

« Lorsque Scipion eût vaincu Annibal à Zama, il eût pu détruire Carthage. Il ne le voulut pas, bien qu'il se fut engagé à abattre la puissance carthaginoise. Politique prudent, autant qu'habile général, il savait que, souvent c'est se perdre soi-même que de trop perdre son ennemi? » Avec tout autant de justesse, M. Troplong eut pu invoquer Coriolan épargnant Rome, ou Attila, ou plutôt Napoléon Buonaparte lui même, qui certainement n'eut jamais de guerre contre Carthage, mais plus d'un démêlé avec cette même Autriche. Pourquoi M. Troplong, dans son excès de zèle, a-t-il oublié ce que tout écolier et même toute jeune pensionnaire n'ignorent point? Jamais il n'y eut d'état plus humilié que Chartage ne le fut après la journée de Zama. Ses conquêtes, ses flottes, ses éléphants, les canons rayés de ces temps là, tout fut forcément abandonné au conquérant romain;

bien plus, elle s'engagea, à ne plus faire de guerre sans le consentement de Rome. M. Troplong aurait aussi agi avec plus de discrétion, s'il n'avait point hasardé une comparaison avec le premier empire. Le monde n'a point encore oublié les événements de ces jours-là; comment la prime de chaque bataille était un empire, et comment les Empereurs, les Rois, les Ducs, les Margraves et autres potentats méritant à peine une mention, se pressaient autour du char triomphal de Napoléon Buonaparte. Mais laissons là ces parallèles entre Scipion et Napoléon, Zama et Solferino.

Le discours de Louis Napoléon à Saint-Cloud, est le meilleur commentaire que l'on puisse faire de ces élucubrations senatoriales. L'agitation qu'il éprouva en essayant de développer devant le sénat l'esprit, et l'objet de la paix de Villafranca, saute aux regards de tout lecteur. En dépit de son tact habituel, et de ces expressions heureuses qui lui sont familières, il regne un manque d'argument, un vide de réalité vitale dans presque chaque paragraphe de ce discours, de lui, pourtant. À aucune des questions émises par allusion, ou expressément formulées, il ne donne de réponse satisfaisante. Après *Solferino*, suivant ce que l'Empereur nous donne à entendre, il aurait été fatalement obligé d'attaquer de front un ennemi retranché derrière de grandes forteresses, protégé contre toute diversion sur ses flancs par la neutralité des territoires qui l'entouraient. Dédaigner les États neutres, nous dit-il, c'était comme accepter la guerre sur le Rhin, aussi bien que sur l'Adige, ce qui aurait nécessité d'avoir recours à l'assistance révolutionnaire. La valeur de telles excuses est bien facile à découvrir. Devons-nous supposer dans sa majesté imperiale l'ignorance de Mantoue et de Vérone, avant qu'il fût décidé

à tirer l'épée, ou bien avait-il donc oublié l'existence des États neutres environnant l'empire d'Autriche? D'ailleurs l'Adriatique n'est certainement pas plus un état neutre, plus que ne le sont Trieste et Fiume: et quand à l'aide révolutionnaire, cela ressemble à un effort d'originale plaisanterie. Si la révolution n'est pas seulement l'entreprise ephémère et manquée et une inutile effusion de sang, si ce mot veut dire, comme c'est indubitable, surtout en phraséologie diplomatique, la rébellion des peuples contre leurs souverains par droits divins et en vertu de traités, de deux choses l'une, ou l'Italie fut sérieusement révolutionnée, ou la guerre italienne tout entière avec ses Magenta, et ses Solferinos, ses manifestes et ses bulletins n'est qu'une étonnant mythe.

Que signifie l'idée de vouloir rendre l'Italie à elle même sans l'idée de révolution? L'appel fait à Milan aux Italiens était-il donc un appel fait en faveur de l'inviolabilité des traités de 1815? Napoléon a-t-il voulu, en enconrageant les Italiens à devenir un peuple de soldats, qu'ils versent leur sang pour légitimer les droits des Ducs de Toscane et de Modène déja passés dans le camp ennemi? En outre, l'Empereur Napoléon doit, on peut le supposer, n'avoir pas été tout à fait ignorant des aspirations et des buts avoués de son allié, Victor Emanuel. « Mon unique ambition », proclama le valeureux roi « est d'être le premier soldat de l'Italie». Qui pourrait prendre ce premier soldat d'Italie pour un Roi de droit divin! Comme il se révoltait le coeur de ce Soldat-Roi contre les torts faits à l'Italie! Avec quelle abnégative ardeur il exposait sa vie pour en venger les blessures! Était-ce l'esprit de la Sainte Alliance qui calmait les dissensions de tous les partis? C'était une franche et salutaire révolution, et non moins juste, quoi qu'on l'ait fait si fatalement arrêtér. Pourquoi celui

même qui fit éclater sur le monde cette révolution si pleine de vie et de splendeur, en seroit-il honteux? On peut se demander si même les docteurs de la Sainte Alliauce, n'envient pas secrètement au second empire Napoléonien les mérites de cette révolution. La politique Sarde n'aura pas à rougir de voir mentionner les persévérants efforts de cet homme d'état, qui, au moment de la paix de Villafranca, abandonna, le coeur brisé, le poste si élevé qu'il occupait; non, jamais la résignation de M. de Cavour ne figurera comme une tache aux annales politiques de l'Italie.

Et si l'Empereur n'a pas de raison pour nier d'avoir mis l'Italie en état de se soulever, il n'en a pas d'avantage de se repentir d'avoir encouragé les espérances des représentants d'un autre pays, brûlant de secouer un joug étranger. La sympathie à la cause de Hongrie, cette cause pour la quelle tous les coeurs dans toutes les nations civilisées se sentirent soulevés de la plus vive ardeur, ne peut déshonorer aucun conseil, et bien moins encore celui d'un Napoléon. Jamais le neveu de Napoléon Buonaparte ne pourra nourrir dans son coeur le moindre scrupule à faire cause commune avec les Hongrois contre la maison des Habsbourgs. Le petit caporal a dès son début cherché à se faire un allié des « *Braves Hongrois* », dans lesquels il savait que consistait la principale force de la maison d'Autriche. Plus d'une fois, les seigneurs féodaux de la Hongrie dans ces temps là, se sentirent frappés de stupeur, aux appels énergiques d'indépendance que lançait le vainqueur d'Austerlitz et de Wagram à la nation Hongroise. Quelle différence entre la Hongrie de 1809 et celle de 1859! Avec quelle ardeur tous ceux qui ont survecu aux horreurs et aux calamités de dix ans d'exil, se precipitaient ces jours là vers le lieu où allait surgir la délivrance

de leur patrie : avec quelle rapidité la première lueur d'espérance tarit la source des dissensions personnelles et de tous autres désaccords! Avec quelle joie muette, la Hongrie couverte de plaies, mais loin d'être énervée, se preparait pour le jour de la résurrection! Même les volontaires que quelques magnats dégénérés et d'obséquieux employés enrôlaient par captation sous l'étendard noir et jaune, ne pouvaient s'empêcher de s'écrier en quittant Pesth. Nous allons par le chemin de fer, pour revenir avec les Hongrois. « Depuis ces dix derniers jours » écrit de la Hongrie, une tendre main, à la date du 27 juin », nous n'avons pas eu un mot de vos nouvelles; F. est allé à Pesth disant qu'il ne reviendrait qu'avec les bonnes nouvelles. Je ne sais absolument que faire avec les enfants tous laissés à ma charge; ils refusent absolument de surveiller l'étable ou le champ, et ils ne font plus rien que nettoyer et polir leurs fusils de chasse sans penser aux visites des gendarmes. Pista dit qu'il est assez fort pour se mesurer avec un Nemet (autrichien) et le pauvre Jean déjà rêve à une attaque de hussards. Paul, dit-il, n'était pas plus vieux que moi quand il eut son cheval tué sous lui à Sarlo. Ils tourmentent à mort la petite Emilie, lui disant qu'elle est une fille et bonne à rien; la pauvre enfant pleure et s'ecrie, « moi aussi soldat! moi aussi soldat! P... de B... est venu nous voir aujord'hui. Vous savez combien il est fier lorsqu'il sait ou croit savoir quelque chose. Il a encore eu le bonheur de rencontrer un voyageur égaré; il lui assura que vous êtes déja en route avec les Français. À S. vous n'entendez que le mot France; déjà on prépare des guirlandes pour . . . . Plût à Dieu que nous cessions déjà d'entendre, et commencions à voir . . . . Les Français ne nous trouveront pas moins hospitaliers que les beautés italiennes. » — Nous aussi, nous croyons que s'il avait

poursuivi son plan, l'Empereur Napoléon aurait trouvé que la Hongrie sait comment recevoir une armée portant sur ses bayonnettes le message de la liberté. Quels seront les effets de ce changement de politique sur la dynastie napoléonienne, c'est ce que reste encore a savoir : mais nous le répétons, vouloir à cette heure rejeter toute connexion avec la Révolution, ne peut absolument être d'aucune utilité à sa Majesté impériale.

Le déploiement du drapeau national par le général Klapka en vue de Marengo, est un fait, ne pouvant offrir aucun sujet de regret à Louis Napoléon; à moins qu'il ne vienne de la conviction intime d'avoir si brusquement et avec une précipitation sans exemple fait évanouir les plus nobles des espérances.

Nous ne pouvons non plus nous empêcher d'ajouter, qu'une conduite plus active et plus déterminée de la part du Comité Hongrois, aurait produit des résultats bien différents.

Le lecteur se tromperait grandement s'il s'imaginait que le rôle assigné à la Hongrie dans le drame, fut le fruit d'une idée improvisée au hasard. La voie avait dû être préparée pour cela bien avant que l'Europe ne pressentit la guerre italienne. Aussitôt que les choses parurent se préparer à une réalisation, le général Klapka, — le Cavour de la cause Hongroise dans la combinaison, et auquel Napoléon III a donné les plus rassurantes et positives promesses, trois mois avant que les troupes françaises ne passassent les Alpes, — prit ses mesures pour se mettre en rapport avec les autres chefs de l'émigration. Et faut-il que nous disions que l'émigration Hongroise est aussi favorisée de l'inévitable corrollaire des émigrations, la dissension, et

qu'il était désirable d'établir un accord général! C'est ainsi qu'il arriva que le colonel Kiss aussi bon patriote qu'il est habile politique, se mit en avant et réunit le général Klapka, Louis Kossuth, le comte Ladislas Teleki et le général Perczel; les trois premiers, d'accord avec une plus haute volonté ont formé le Comité. Le général Klapka, ajoutous-le, aurait voulu agir aussitôt que les Français entraient en Lombardie; les deux autres membres du Comité d'autre part, refusaient d'engager la Hongrie avant que les troupes françaises ne touchassent le territoire Hongrois. La conduite de l'Empereur Napoléon depuis Villafranca, ou plutôt, Villafranca lui même, on ne peut refuser de l'admettre, dit beaucoup en faveur de cette politique de précaution: mais il est douteux, très douteux en effet, que Napoléon eùt nui, ou permis à une autre puissance de faire tort à un peuple guerrier se soulevant comme un seul homme à son encouragement. La politique dédaigne de subordonner son action à des démonstrations mathématiques; et la Hongrie peut avoir à attendre bien longtemps pour une autre chance semblable. Tout promettait le succès le plus assuré; le peuple se tenait préparé; des généraux aimés et experts étaient là pour guider et utiliser sa valeur. Il n'y a pas long temps que l'Europe a vu un général hongrois sauver l'honneur de l'armée ottomane dans les lointains défilés de l'Arménie.

Ce qui n'est guère plus facile à comprendre dans les causeries de Saint Cloud, est l'oracle tout emphatique faisant allusion aux coalitions prêtes à fondre sur la France. L'extrême horreur du peuple Anglais pour une guerre ayant en vue la balance du pouvoir n'était certainement pas un secret pour Napoléon, nonobstant l'eternelle vénération de Lord

Derby et de ses collègues pour les traités-damnés de 1815. Qu'un ministère Palmerston, qui en 48 avait insinué à l'Autriche l'avis d'abbandonner le Lombard-Vénitien quand la Sardaigne seule s'était engagée en guerre, était bien loin en 59 de prendre le parti de l'Autriche contre la France et le Piémont, c'est ce que personne ne pourrait nier. Et l'ardeur guerrière du cabinet de Berlin, n'était pas non plus beaucoup à craindre. Les représentations réitérées de l'Angleterre non moins que la claire et emphatique note circulaire du Prince Gorchakoff, étaient plus que suffisantes pour dissiper les craintes de la France sur ce point là. Le Baron Schleinitz aurait pu même échanger avec la cour de Vienne des notes d'une longueur plus formidable; mais la Prusse aurait bien médité avant de se lancer dans une seconde édition de la declaration de Pilnitz. Quel potentat allemand était près d'avaler l'armée du duc de Malakoff et de marcher directement sur Paris! Et la Russie; allait-elle peut-être dépêcher aux Alpes un nouveau Souvarow! Nous doutons fort que l'Empereur Alexandre II avec ses sentiments si libéraux quoique probablement moins pénétré de la *gratitude* de l'Autriche que son père, eût été disposé à sacrificr la vie d'un seul Cosaque pour la domination de la maison de Habsbourg en Italie. D'ailleurs que signifient les coalitions sans un maître payeur? John Bull, n'était pas a ce que nous pensons, trop disposé à ouvrir sa bourse. Avons nous besoin de dire qu'en cherchant à tirer au clair les regrets et les excuses dont sa Majesté se plut entretenir ses sénateurs à Saint Cloud, nous l'avons fait non en raison de leur valeur intrinsèque, mais par le désir de rendre plus intelligible ce qui va suivre! Ce serait, en vérité une grande irrévérence de supposer que les difficultés dont on s'est plaint à Saint Cloud ne s'étaient point présen-

tées à l'esprit de sa Majesté alors que la guerre d'Italie était encore à peine à l'état d'embryon.

Que l'on sache bien, que jamais monarque n'ouvrit une guerre avec plus de résolution et en même temps avec plus de dédain des opinions et des préjugés de ses propres conseillers, que Napoléon Empereur ne le fit dans cette guerre d'indépendance. L'idée seule de guerre provoqua de violents grincements de dents dans l'entourage le plus intime de sa Majesté. Le plus contraire à ce projet concerté entre l'Empereur, le Prince Napoléon et M. Cavour, fût M. Walewski. Ce ministre des affaires étrangères qui par ces curieuses exigences envers l'Angleterre, avait failli d'allumer la guerre entre les deux pays, ce M. Walewski disons-nous, est possédé d'une aversion toute particulière pour ces sortes de bagatelles, appellées sort des nations. Polonais, Italiens, Hongrois sont autant d'objets sans la moindre saveur pour le palais de son Excellence. Quelques heures seulement avant le passage des Alpes par les troups françaises M. Walewski dit avec un air de triomphe à M. Cavour; « Monsieur! soyez certain que nous n'aurons pas de guerre »; à quoi le ministre piémontais beaucoup mieux informé de ce qui se préparait, répliqua: « Monsieur! la guerre est faite et nous vous entrainerons dans l'abime. » M. Walewski, il faut en convenir, était loin d'avoir mérité une réponse plus anodine. Il y avait beaucoup plus à gagner pour l'Empereur et pour l'empire Napoléonien au plan de M. Cavour, qu'à l'idée qui a si soudainement renversé Palmerston du Ministère. Un vaste champ de gloire durable, était tracé dans l'idée peu à peu mûrie entre Napoléon Empereur, Napoléon le Prince et Cavour le Ministre. Nous ajouterons même, qu'une fois que le triumvirat se fût

familiarisé avec l'idée d'indépendance italienne, l'Empereur Napoléon se mit à l'exécution avec une détermination contre la quelle tous les artifices de la persuasion, de l'intimidation vinrent complétement échouer. Par le fait, à l'exception de ce même triumvirat, à peine trouverait-on deux autres personnages vraiment au courant de ce qui se préparait. Que Napoléon ait compris Cavour, et que celui-ci ait concentré toutes les espérances sur les Tuileries, sont deux choses aussi peu surprenantes l'une que l'autre.

La Russie, quoique peut-être favorable à l'idée d'un grand royaume libéral en Italie, se trouve trop eloignée, et rien de bon ne pouvait s'attendre de l'Angleterre. Tout ce que la libre Grande Bretagne avait à offrir à la libre Sardaigne, c'était le désir de la voir dans la péninsule italienne dans l'attitude d'un État modèle, et que le reste des Italiens puissent devenir libres, quand ils seraient capables de le devenir.

Même l'assistance rendue par le contingent piémontais à l'Angleterre sur les hauteurs de Balaclava, n'a pu extorquer plus que ce voeu pieux pour le brave et noble défenseur de la liberté civile et religieuse. Les hommes d'état anglais, ne daignaient pas même analyser la valeur de leurs marques d'amitié, et se demander ce que dirait l'Angleterre si, par exemple, on lui conseillait de laisser agir le Cardinal Wiseman selon son gré, dans l'espérance que tôt au tard il prendra pour son modèle l'archevêque de Canterbury! Ce n'était donc pas surprenant de voir M. Cavour tourner tous ses efforts sur un côté d'où on s'attendait à plus d'clasticité de sentiment, et où des interêts, des sentiments et des souvenirs encore si frais, conspiraient à l'envi

à assurer le succès. Tout étrange que la chose puisse paraître, il n'en est pas moins vrai, que dans ce plan général il n'est entré aucun projet de ressusciter des royaumes Etruriens; une couronne bien plus ancienne et bien plus forte était là pour tenter le front du Prince Napoléon, si........

Avons-nous besoin de dire, qu'avec sa clairvoyance d'une nature particulière, et son audace relative, Napoléon III n'était point homme à saisir toute la profondeur et toute la portée de l'idée poursuivie, et encore bien moins à mettre le dessein à exécution! Dans la perspective des lauriers d'un conquérant, il oublia les *animus* d'une classe qu'il s'étudie à ménager; une classe dont les murmures à demi voix se présentèrent plus tard à son esprit à Villafranca, et donc les sentiments ont depuis été épanchés avec tant de hardiesse, dans les notes circulaires des evêques d'Arras et d'Orléans.

Nos remarques ainsi faites, nous procédons hardiment au demi finale, la paix. La voici sortie toute fraiche des etreintes réciproques des deux Empereurs.

Valleggio juillet 11.

L'Empereur à l'Imperatrice

La paix est signée entre l'Empereur d'Autriche et moi. Les bases de la paix sont: l'Empereur d'Autriche cède ses droits sur la Lombardie à l'Empereur des Français, qui les remet au Roi de Sardaigne. L'Empereur d'Autriche conserve la Vénétie, mais elle fait partie integrante de la Confédération italienne. Amnistie générale.

Nous avons encore présent à la mémoire la confusion produite partout par ce message naïf et dramatique. Les uns cherchaient à l'expliquer en accusant d'inadvertence le messager eléctrique; d'autres le taxaient d'un bout à l'autre de fausseté, de coup de main de quelques joueurs de bourse. Ce n'était pas la triste nouvelle concernant Venise qui faisait douter de la véracité de toutes celles venant de Valleggio. Ce qui confondait tous les esprits était bien plus inexplicable. Personne ne pouvait comprendre, comment il se faisait que l'Empereur Napoléon, — dont le premier mot de guerre fut « l'Autriche en faisant entrer son armée sur le territoire du Roi de Sardaigne notre allié, nous déclare la guerre! — eût totalement oublié son royal allié. Victor Emanuel était-il présent à Palestro, à Magenta, à Solferino, pourquoi aurait-il été exclu de Villafranca! Une telle conduite d'allié à allié ne se trouve point dans l'histoire moderne. Les Turcs seulement, au sommet de leurs pouvoir, traitaient de telle manière leurs rayas alliés, — les déspotes de Bosnie et de Servie. C'était, il faut en convenir, bien généreux de la part de François Joseph d'abandonner ses droits sur la Lombardie à l'Empereur des français; mais l'allié de Victor Emanuel, avait-il le droit de les accepter *in extenso!* Le Piémont et les Lombards n'avaient ils pas quelque part dans cette métamorphose des sentiments de François Joseph?

En un mot, personne ne reconnut dans le bulletin de paix du 11 juillet, Napoléon le libérateur. Quel libérateur! Ne parait-il pas faire revivre ces sombre pages de l'histoire des Rois et des Empereurs, échangeant et se distribuant entre eux les êtres humains comme autant de têtes de bétail! Hâtons-nous d'apaiser la surprise et l'émotion du lecteur. Quelques mots, bien courts,

un coup d'œil à la dérobée derrière la toile de Villafranca, suffiront à résoudre plus d'un doute, à débrouiller beaucoup de ce qui semble si inexplicable, si inintelligible.

C'est un fait, amusant peut-être pour les uns, et triste pour les autres; oui, c'est un fait, que Solferino a complétement désarmé, déconcerté Sa Majesté impériale. Cette victoire si chèrement achetée, — qui, selon l'opinion d'une grande autorité militaire, aurait pu être obtenue à beaucoup moins de sacrifices, si l'effet dramatique n'avait pas joué le principal rôle dans les opérations, — cette victoire, a rendu l'Empereur Napoléon absolument insensible aux effets qu'elle produisit sur l'armée autrichienne et l'Autriche. La panique répandue à Vienne, la démoralisation évidente des troupes autrichiennes, la Hongrie attendant le signal, rien ne pouvait pénétrer l'intérieur de cet esprit abattu et irrité. Chaque espèce de difficulté, proche et distante, réelle et fictive obscurcit sa vue. Il ne veut entendre personne, ne voir qui que ce soit, avant d'avoir soulagé son cœur par un armistice. Le premier ministre du premier soldat d'Italie, vole aux quartiers généraux, sollicite, raisonne, reproche, encourage; tout est inutile; on ne peut qu'irriter Sa Majesté, mais non l'encourager. L'Empereur s'écrie, non sans raison, qu'il s'était attendu à beaucoup plus de la part des Italiens; les Italiens, répond, avec autant de raison M. Cavour, ne font que s'éveiller au bruit de guerre et de gagner confiance: mais Sa Majesté est sourde à toute espèce de consolation; la paix seule peut le réconforter. Nous avons mal compté; l'Autriche est trop forte pour nous; se récrie Sa Majesté. — Il abdique irrévocablement; aucune force humaine ne peut lui faire supporter plus longtemps, pas même une heure, le titre de libérateur de l'Italie. — Solferino devient pour Napoléon III un double Waterloo.

Empereur et ministre prennent une différente direction; celui-là se précipite dans les bras de son frère Empereur; celui-ci se hâte de cacher son amère désappointement dans la retraite. En un clin d'œil, l'entrevue des deux Empereurs devient une réalité; et quelle réalité!

L'Empereur Napoléon, sachons le bien, est doué, tout étrange que cela puisse paraitre, d'une trop grande dose de vénération pour le droit divin. L'organe vénérateur de sa Majesté, — qu'on nous pardonne cette expression phrénologique, — est sur ce point là, extraordinairement développé. Veut-on s'emparer de l'esprit de cet Empereur de suffrage universel, qu'on le mette face à face avec un frère Empereur de droit divin; et que sera-ce quand les lèvres de droit divin se meuvent vers ses lèvres! Tel étant le cas, les lecteurs comprendront facilement, qu'avec la meilleure volonté, l'Empereur Napoléon ne pouvait faire d'avantage pour l'Italie à Villafranca. Et puis, souvenons-nous qu'à proprement parler, ce que nous apprend le nom de paix de Villafranca, n'est pas tout le produit de l'entrevue impériale. À l'exception de quelques paroles vagues sur le transfert de territoire conquis, en considération de . . . . pas un mot ne fut, dans cette solennelle occasion, prononcé pour susciter le moindre déplaisir dans l'esprit de l'Empereur François Joseph, qui, ajoutons-le, prit avec un sang froid assez prononcé, les marques de civilité de la part de son frère Empereur. Les Duchés étaient abandonnés sans réserve à l'Autriche; et quelques mots étaient aussi jetés sur la Confédération. Le gendre de Victor Emanuel, auquel l'arrangement de Villafranca n'aurait pu paraitre de nature bien satisfaisante, n'était point à même de défaire ce qui avait été fait. Le Prince tâcha donc tout au moins, de tirer, avantage, autant que

les circonstances le permettaient, de l'ambiguité impériale. Dans ce but, il se fit envoyer à Vérone; c'est dans cette entrevue du prince avec l'Empereur d'Autriche, que celui-ci pour la première fois apprit, que la restauration des ducs concedée à Villafranca, n'était entendue que dans un sens conditionnel; à savoir, que le peuple consentirait à les recevoir. L'Empereur François Joseph, soit dit en passant, ne fut pas peu atterré et surpris d'entendre le Prince défendre nettement les désirs et les droits des peuples. « Monsieur, dit sa Majesté impériale, je ne me mêle pas des principes que vous professez, moi! je ne connais qu'une seule sorte de droit, c'est le droit divin ». La paix telle qu'elle existe à cette heure, devrait donc avec plus de raison être appelée, la paix de Vérone. Le Duc de . . . . . était loin d'avoir tort lorsqu'il a dit que le général Pélissier aurait dû avec ferveur remercier le ciel que l'Empereur Napoléon n'ait point eu l'opportunité de se rencontrer avec le Czar avant la prise de Malakoff. — Qui oserait refuser à Villafranca tous les mérites de la nouveauté?

La chose la plus difficile à faire, serait d'indiquer ce qu'il n'y avait pas de nouveau dans le mémorable rendez-vous des deux Empereurs. Erfurth qui occupe une place si éminente dans les annales du Premier Empire, disparaît comme un événement ordinaire devant Villafranca. Qu'y avait-il de singulier, de grand dans cette entrevue de deux Empereurs s'accordant sur le dictatorat de l'Europe? Quelle modération y avait-il à Erfurth? Non! mille fois non, rien de ce qui arriva pendant le premier Empire, ne sera jamais comparable à toi, oh! Villafranca! si amoureusement drapé, si profusement paré de modération, et si singulièrement riche en « questions réservées ». Nul nuage quel-

que léger qu'il soit, ne pouvait troubler la sérénité de cet entretien fraternel; nul point, tant soit peu douteux, n'interrompit le cours limpide de réconciliation et d'amour jaillissant des prunelles impériales: deux cœurs battant dans une seule âme! Tout ce qui pouvait paraître tant soit peu suspect, ou fatigant, on voulut très-sagement l'ignorer, et déférer. La délimitation du territoire conquis, — le montant à payer pour cette conquête, — les Légations, — l'Italie centrale, le projet d'une Confédération Italienne, — tout fut réservé.

Après cette courte explication, le lecteur se trouvera bien mieux en état de comprendre et d'apprécier le commentaire de Villafranca, tel qu'il est publié dans le *Moniteur* du 9 Septembre.

L'Empereur Napoléon, suivant ce que nous dit l'organe officiel du 9 septembre, trouva à Villafranca un tout autre Empereur d'Autriche qu'il ne s'y était attendu, quand il ouvrit la guerre de la délivrance jusqu'à l'Adriatique. Alors, Napoléon considérait comme irréconciliable avec le gouvernement autrichien le moindre coin de terre indépendant en Italie. À Villafranca, au contraire, Sa Majesté fut touchée de l'amour franc et passioné de l'Empereur d'Autriche pour la paix.

Le prétendu ennemi de l'indépendance Italienne n'éleva aucune espèce de prétention. Il était plus que jamais disposé à traiter Venise comme une fille chérie; tout ce qu'il demandait — bien modestement, — c'était, le rétablissement sur leur trône des Ducs de Toscane et de Modène, si chers à l'Autriche par les liens de famille et par certains droits de réversion; et en outre que

3

l'on payât pour la cession faite du territoire Lombard. « Si, dit le *Moniteur*, « après la paix, les destinées de l'Italie eussent été confiées à des hommes plus préoccupés de l'avenir de la patrie commune que de petits succès partiels, le but de leurs efforts aurait été de développer et non d'entraver les conséquences du traité de Villafranca. Quoi de plus simple et de plus patriotique, en effet, que de dire à l'Autriche: Vous désirez le retour des Archiducs? Eh bien! soit; mais alors exécutez loyalement vos promesses concernant la Vénétie: qu'elle reçoive une vie à elle propre; qu'elle ait une administration et une armée italienne; en un mot, que l'Empereur d'Autriche ne soit plus de ce côté des Alpes que le Grand-Duc de la Vénétie, comme le Roi des Pays-Bas n'est pour l'Allemagne que le Grand-Duc de Luxembourg. » Cette révélation de la pensée impériale quant à la Vénétie, ne dépasse-t-elle pas en intérêt toutes les autres? Quelle idée que celle de vouloir *luxembourgoiser* Venise! Que le Roi de Hollande a reçu à titre de compensation le Duché de Luxembourg, et qu'en conséquence de cette acquisition il soit devenu membre de la Confédération Germanique, c'est un fait aussi vrai que tous les autres actes du Congrès de Vienne. Mais l'Allemagne avait-elle jamais à se plaindre du Roi-Grand-Duc de Luxembourg? Est-ce que c'était le Roi de Hollande, ou un autre membre de la Confédération, qui depuis 1815 n'a cessé de pratiquer les devoirs de tuteur sur l'Allemagne? Demandez à là ville de Frankfort, — cette république de la Confédération Germanique, demandez lui, qui a ordonné à sa police, l'autre jour, de proscrire de ses murs le parti dit d'Eisenach! Encore un mot, quant à cette idée; la ville de Luxembourg, nous le savons, fut declarée forteresse fédérale. Les deux Empereurs à Villafranca, sont-ils convenus que Venise devienne une des forteresses fédé-

rales de la Confédération Italienne! — Même la principale recommandation de la paix, la modération, — cette vertu si rare chez les conquérants, est désormais impitoyablement foulée aux pieds. L'avantage des armées alliées sur celles d'Autriche, consiste suivant la déclaration du *Moniteur*, dans quelques succés moraux; non seulement l'Empereur Napoléon n'aurait pas pu dormir bientôt à Schoenbrunn dans le lit du vainqueur d'Austerlitz, comme on le prétendait, mais tout au contraire, s'il n'avait pas heureusement obtenu la paix à Villafranca, il eut dû tout-à-coup repasser les Alpes et se précipiter vers le Rhin. Une telle révélation n'a-t-elle pas une surabondance d'intérêt!

Quel dommage que ni le royal allié de l'Empereur Napoléon, ni les peuples italiens n'aient rien su des inquiétudes dont fut assiégé si soudainement l'esprit impérial, après la victoire de Solferino! Le premier soldat de l'Italie, aurait peut-être, pu offrir une plus douce consolation, que celle trouvée dans les bras de François Joseph. Il est vrai, que plus d'un poëte et plus d'une légende nous racontent des exemples de la magique influence produite par le contact de deux corps impériaux. Mais d'autre part, est-ce qu'un Roi adoré d'un grand peuple, n'avait rien à offrir? Or, vu la conscience intime d'avoir déjà fait tout son possible pour l'indépendance et l'unité italienne, il est difficile de comprendre, par quelles prétentions, l'Empereur Napoléon assuma à Villafranca envers l'Italie au lieu du rôle d'allié celui de dictateur! Pourquoi avertir l'Italie à cette heure, qu'elle doit désormais agir toute seule? N'aurait-il pas mieux valu lui avoir donné cette intimation au lieu du 9 septembre, le 9 juillet? Que de peuples poussés à l'enthousiasme ont achevé des merveilles! Que n'aurait pas pu faire Victor Emanuel

avec les Italiens, dont le sang bouillonnait déjà aux cris de la victoire? Nous pouvons ajouter ici le fait bien significatif — avec preuve irréfragable en mains, sans vouloir entrer en détails, — que si Villafranca eut été retardé de quelques jours seulement, le drapeau national aurait flotté sur les remparts de Mantoue, et avec bien moins de sacrifices que n'en a coûté chacune des batailles jusqu'ici gagnées. Qu'on se figure Mantoue dans ce moment au pouvoir de Victor Emmanuel! Cette même Mantoue, que le général Buonaparte à Léoben comme à Campo-Formio, jugea indispensable à la sûreté de l'Italie, et qu'il obtint! Bien plus; il y avait à Gênes le Comité Hongrois; on y voyait ces noms que la Hongrie respecte; il y avait là ces généraux et ces officiers devant lesquels fuyaient naguères les armées autrichiennes; là on voyait déjà plusieurs milliers de ces soldats que l'appel des généraux Klapka et Perczel avait fait abandonner avec dégoût l'étendard noir et jaune. Rien, absolument rien, ne pouvait s'opposer à ce que la Hongrie n'eût saisi l'opportunité de se dresser comme un seul homme et de faire ce qu'on avait attendu d'elle suivant le plan concerté. N'aurait-il pas valu la peine pour l'Empereur des Français, — résolu à tout prix de se retirer du conflit, — de regarder, par curiosité, comment l'Italie et la Hongrie auraient traité l'Autriche en 1859! Ce n'était pas sans s'émouvoir, que le vaillant Roi prit congé des légionnaires Hongrois (*).

(*) La légion Hongroise, selon le plan original devait consistér en deux brigades d'infanterie, en une brigade de cavalerie, l'organisation de laquelle était confié au Colonel Comte Bethlen, et en un régiment d'artillerie. L'appel adressée aux soldats Hongrois de se ranger sous le drapeau national, était fait par les généraux Klapka et Perczel; mais il était plus difficile qu'on ne l'imagine de faire pénétrer la proclamation au milieu des

Il est extrêmement douteux, il est même improbable, que la Russie eût eu la tentation de renouveler en Hongrie son rôle de 1849. Ce parti qui alors s'opposait à l'intervention de la Russie, a gagné, on le sait beaucoup en force depuis l'accession

armées autrichiennes. À peine l'occasion pour former la légion se fut elle présentée, qu'elle disparut par l'armistice du 9 julliet; et pourtant le nombre des légionaires a déjà à cette date dépassait 4000; noyau de deux brigades stationné à Asti et à Acqui, et placé sous le commandement des colonels Kiss et Ihasz. Le général Klapka le commandant en chef de la légion, étant resté en Piémont après que le Comité fut dissous, ne cessa d'employer son influence, comme c'était son devoir de le faire, pour rendre le dénouement aussi favorable que les circonstances le permettaient. Et aussitôt que les Conférences de Zurich ont stipulé le libre rétour dans leur patrie des soldats Hongrois, la dissolution de la légion commença. Il était convenu d'envoyer les Hongrois à Vérone d'où ils devraient être expediés vers leurs foyers par les autorités autrichiennes. Le prèmier détachement fut mis en route d'Alexandrie le 15 septembre, le dernier partit le 18. Par une singulière coincidence, le Roi Victor Emmanuel, arriva au moment ou le convoi allait partir. Les Hongrois déjà en wagons accueillirent Sa Majesté par les plus vifs *eljens*. Le Roi aussitôt fit appeler le général Klapka, entouré des autres officiers de la légion; et avec une émotion qu'on ne pourrait méconnaître, exprima sa satisfaction des efforts faits par le général Hongrois, etc.

Voici le sauf conduit donné aux soldats Hongrois: per incarico di S. E. il Ministro della guerra di S. M. il Re di Sardegna si certifica che il latore della presente . . . . nativo di . . . . . è nel numero dei soldati ungheresi (prigionieri di guerra) che furono amnistiati a seconda delle condizioni stabilite ne' preliminari della pace di Villafranca, e che a' termini di una convenzione speciale stipulata fra i tre Plenipotenziari nelle conferenze di Zurigo, ottennero il libero ed immediato ritorno nei loro focolari.

Il Maggior Generale.

d'Alexandre II. La Sainte-Alliance Nesselrodienne avec toute sa science et ses maximes vermoulues, a fait place à des idées plus vitales. Le tort fait à la Hongrie en 49, pour ressusciter le pouvoir décrépit des Habsburgs, ne furent enfin d'aucun avantage pour la Russie. Nous doutons fort que si Napoléon III eût laissé les choses poursuivre leur cours, l'Europe aurait à ce moment à s'occuper de resoudre des difficultés ou problèmes tels, que la démarcation de la Lombardie Autrichienne et Italienne, la possession de la Couronne de fer, la restitution des archives, et le sort d'une Venise Luxembourgoise, etc. etc.

Que Villafranca n'a pas réglé la question pour laquelle la guerre fut commencée, c'est un fait admis par la plus grande autorité elle même; et il était également clair qu'on ne pourrait pas attendre, davantage de Zurich. Dès que l'Empereur Napoléon s'est montré si impatient à remettre l'épée au fourreau, tout l'avantage d'une paix, ou de bases des paix, a dû nécessairement passer du côté de l'Autriche, laissée en possession de ces forteresses, qui la rendent pour ainsi-dire, maitresse de la situation, et lequelles constitutent pour la Sardaigne une menace un peu plus réelle que Sébastopol n'était pour la Porte.

En vérité, sans l'influence de la vénération du droit divin, il serait difficile de comprendre commeut le même souverain qui a entrepris une guerre pénible pour mettre en sureté la Porte contre une forteresse séparée d'elle par une mer orageuse, a pu avec tant de complaisance oublier Vérone et abandonner à l'Autriche Mantoue, située devant les portes de la Sardaigne. Et-il ne serait pas sans intérêt, de pouvoir de moins parvenir a savoir, si pendant le cours des négociations à Zurich, M. de Bour-

queney et le comte Colloredo se sont jamais entretenus au sujet l'idée de la démolition de ce Sébastopol de l'Italie du Nord. Par une heureuse coïncidence, abstraction faite des jours de récréation, les travaux supplémentaires de la paix à Zurich ont occupé autant de temps que la guerre elle-même, ce qui ne devrait étonner personne. Était ce donc trop, pour que deux négociateurs admirassent pendant deux mois les œuvres de deux Empereurs? D'ailleurs, ils avaient à régler le compte, que les deux Empereurs très-sagement laissèrent à des mains moins nobles; et ils avaient de plus à tracer une ligne entre la Lombardie autrichienne et la Lombardie Italienne. La Sardaigne, il faut l'admettre, a raison de se féliciter sur les résultats de Zurich. Comme nous venons de le faire observer, après Villafranca, il y avait presque impossibilité pour l'Italie d'obtenir plus à Zurich. Mais si Napoléon III trouva utile de transférer sa vénération pour le droit divin de Villafranca à l'hôtel de M. Bauer, — si il pensa que l'Empereur François Joseph perdrait de sa dignité par un contact direct du comte Colloredo avec M Désambrois, — on ne voit pas de raison suffisante pour que Zurich ne se soit pas au moins formellement débarassé de l'historiette apocryphe de l'acquisition de la Lombardie par le Piémont. Nous confessons, que nous ne voyons pas le charme de cette fable, que l'Empereur François Joseph fit présent d'une province appelée Lombardie à l'Empereur Louis Napoléon; le dit Empereur présenta la dite province à Victor Emanuel Roi de Piémont! Des incidents diplomatiques bien plus fabuleux devinrent la source d'innombrables malheurs. Il est également singulier que, pendant les deux mois de négociation, pas la moindre inclination ne se soit manifestée à définir au moins la relation de l'Italie centrale avec l'Autriche! Par exemple, on voit, les troupes qui se sont *exportées* avec les Ducs

leurs maîtres, rester sous les armes dans l'intérieur du territoire autrichien; sujet assez intéressant pour les interprètes des lois internationales! L'Autriche et l'Italie centrale sont-elles regardées comme belligérantes, ou ne le sont-elles pas? Si elles ne le sont pas, pourquoi l'Autriche ne désarme-t-elle pas ces troupes? Si au contraire elles sont en état de guerre, pourquoi la Conférence, ou le Congrès de Zurich, négligat-il d'établir un armistice entre les deux puissances! (*)

Demandons maintenant comme Cobden, *What Next?* et après?

Le *Moniteur* croit, ou congrès, ou guerre; ce n'est que trop vrai; il est probable que nous aurons tout les deux, congrès et guerre. La même autorité a aussi averti le monde, que la France a terminé sa tâche; ceci est encore vrai, dans un sens. L'histoire moderne ne peut fournir un parallèle a ce que Napoléon s'est mis à faire pour l'Italie. Jamais, même la France, — qui a tant contribué à la grandeur et à l'indépendance du Pays bas, de la Suéde et des Colonies Américaines de la grand Bretagne, — ne s'était jusqu'à ce jour ci, lancé dans le champ des peuples avec aussi peu d'interêt personnel en vue. Sans aucun égard donc aux immenses forces mises en scène, et sans teuir compte non plus des manifestes et des appels tous coulés dans un moule à la Buonaparte, à part tout ceci, — la France a rempli indubitablement une tâche peu commune. C'était bien quelque chose

(*) Ces lignes ont été écrites, avant que le bruit d'un armistice comme œuvre préliminaire du Congrès, fût mentioné dans les journaux.

que d'aider douze millions d'habitants de manière à les mettre dans la situation de s'unir et d'agir; — mais ce serait une erreur radicale que de pretendre que la France a terminé son œuvre. Il est vrai, que ces douze millions Italiens auraient pu répondre plus libéralement à l'appel de Victor Emanuel, et à l'heure qu'il est, tiré au clair plus d'une difficulté; ils auraient pu, nous l'admettons, avoir donné de plus fortes marques de réveil national, et par là forcer l'Empereur à s'en tenir a son programme original.

Mais, avant d'aborder le point solennel, le congrès, qu'il nous soit permis de demander, si la France s'est réellement retirée de l'arène, et si les mains de Victor Emanuel sont vraiment libres de toute entrave? Est ce que l'idée d'une Venise Luxembourgeoise conçue aux depens des Duchés, est aussi une tâche accomplie? Et les dix mille soldats français dans l'éternelle cité — cette députation honoraire envoyée au Saint Pere, — va-telle retourner déjà? Nous ne nous flattons nullement de divulguer un secret, en disant, que la réponse trop diplomatique donnée par Victor Emanuel aux offres des Duchés et des Bolonais, n'était qu'une déférence aux volontés des Tuileries. En vain essayer a-t-on de nier les inconvénients et les difficultés crées par cette marque de prudence et de modération. Qui ne sait le rôle qu'ont joué les faits accomplis pendant le dernier demi siècle? En 1846, Metternich, par exemple, donna à M. Guizot les plus positives assurances, de même qu'à Lord Palmerston, que l'Autriche n'avait rien autre en vue sur Cracovie, qu'une occupation militaire momentanée; et c'est à ce moment là même, que la petite république passa sous le sceptre de la maison d'Autriche. Qu'en arriva-t-il? Le Cabinet Français exprima ses regrets, le Cabinet

Anglais, en faisait autant; et le fait accompli resta un fait accompli. Nulle députation, on le sait, ne vint de la part de la population de Cracovie, faire en 1846 à Vienne des offres d'allegéance. Une faute très-grave, nous le répétons que ce refus d'acceptation pure et simple de la souveraineté des Duchés. Absolument rien n'était à perdre par une acceptation sans conditions. Le fait accompli aurait grandement facilité l'action de chacun des pouvoirs favorables aux vues du Cabinet de Turin. Il est bien probable que Napoléon lui même aurait apprécié une telle marque de confiance et de détermination. Personne ne sait mieux que lui, ce qu'il aurait gagné si avant de s'asseoir sur le trône de France, il fut allé de Cabinet en Cabinet solliciter les secours de la diplomatie. Fréderic qui d'un seul coup arrâcha la Silésie aux Habsbourgs, commença-t-il par demander à la diplomatie si la Prusse avait la permisson de s'élever au rang d'une grande puissance? Imaginons Victor Emanuel paraissant à un congrès comme le Roi *de facto* de Toscane, Parme et Modène! — Puisque nous avons prononcé de nouvaeu, le mot congrès, arrêtons nous un instant.

De tous les cotés on entend exprimer le désir d'un Congrès; les docteurs de la Sainte Alliance, les politiques d'une autre école, les Italiens même, tous crient; Congrès. Le fruit du recent Congrès de 1856, semble-t-il, sert seulement a aiguilloner l'appétit pour des Congrès. Il y a peu de jours, que le chevalier Massimo d'Azeglio a exprimé sa pleine confiance, dans les résultats d'un Congrès; les négociateurs qui seront appelés à décider sur le sort d'Italie, à ce qu'il croit, se garderont de se mettre en opposition avec la conscience publique et de s'exposer aux malédictions de la postérité. Nous l'avouons franchement, nous ne parta-

geons pas toute l'attente du noble homme d'état piémontais. Nous nous sentons presque tenté, de nous écrier avec un diplomate versé dans l'histoire des Congrès modernes, quoique loin d'être de l'école de la Sainte Alliance; « Un Congrès! quoi! ce mot qui nous rappelle la délivrance de l'Atlantique! puissions nous en espérer autant pour l'Europe décrépite?» — Que l'Empereur Napoléon, qui s'est si tôt désabusé de ses énergies, souhaite un Congrès, ce n'est pas trop difficile à comprendre; mais les Italiens! Quel bonheur attendent-ils d'un Congrès! Qui doit composer cet aréopage à portes closes? qui doit être représenté dans ce Congrès dont on attend de si grandes choses à Paris, à Londres et à S. Petersbourg? La Sardaigne y figurera-t-elle dans le même caractère de modestie qu'elle a assumé à Zurich; les Duchés, comme des orphelins delaissés, vont ils être représentés par les grands tuteurs de la justice européenne, ou bien, invitera-t-on les gouvernements provisoires à vouloir prendre place a la table diplomatique! Et les Romagnols, y seront-ils représentés par le Cardinal Antonelli, ou le Colonel Cipriani et M. Pepoli?

Pendant que nous écrivons ces lignes, le bruit court que onze puissances seront appelées au Congrès; pourquoi ne pas faire un nombre rond, en y admettant aussi le plus jeune frère de la fraternité européenne! à quoi, en effet, offrir une insulte gratuite à la puissance reçue dans le système avec des cérémonies si solennelles par le dernier Congrès de Paris! Mais quoiqu'il en soit de la Sublime Porte, nous sommes fondés au moins, à espérer que l'Empereur Napoléon prendra soin d'avoir présent au Congrès, le modèle-granduc de Luxembourg. Quel dommage que les Congrès qui va affermir le bonheur et la paix de l'Europe, ne soit pas un Congrès des souverains!

Quelle figure que celle de Napoléon III, argumentant avec la même ardeur, et pour les brebis égarées, et pour le saint Pasteur! Tous les deux attendent également leur salût de l'Empereur Napoléon, leur protecteur avoué. Sa Majésté restera-t-elle longtemps dans cette intéressante situation; situation dans laquelle ne s'est jamais trouvé Napoléon Buonaparte lui-même. Peut-il rester long temps, le rocher de salut de deux parties animées de la haine la plus sincère, et disons-le, du plus grand mépris l'une envers l'autre!

Le Saint Père, pour le quel ce fils ainé de l' Eglise ne cesse d'exprimer son respect et son affection, nè cache à personne sa pensée sur les résultats de la guerre. Il a protesté contre tout ce qui se passe dans les Légations au mois de juin, et répété son *damnamus*, il y a peu de jours. Quelques uns des prélats français ont aussi indiqué à l' Empereur ce qu'ils attendent de lui. L'évêque d'Orléans ne voit rien, à Bologne, qu'anarchie, sacrilége et terrorisme. À bien comprendere le prélat, le gouvernement provisoire de Bologne méritait qu'on fasse avec lui, ce que Adrien IV a fait avec Arnaud de Brescia. Il lui faut un pape fort, a cet évêque d'Orléans! un pape assez puissant pour tenir la balance entre les autres souverains! La puissance temporelle des papes, il l'admet libéralement, n'est pas d'institution divine; mais, dit-il, elle est d'institution providentielle. Il demande aux revolutionaires, quand ils arracheront au pére spirituel de 200 millions, les jardins du Vatican. Pauvres Italiens! comme l'avarice sacerdotale affecte d'être libérale aux dépens de leur sueur et de leur sang! Le mémorandum du gouvernement Bolonais, nous rappelle le fait que le pouvoir pontifical sur la Romagne ne remonte à une origine plus sacrée, qu'à Cesar Bor-

gia; une date inestimable pour les membres du futur Congrès. En comparant les memorandums du gouvernement Bolonais et celui de l'évêque d'Orléans, les diplomates ne peuvent pas manquer au moins d'éprouver le plaisir du contraste; quant à nous, la transition semblait plus marquée, qu'en passant des pages de Cornelius Tacite à Velius Paterculus. Un autre avantage qu'offrira la discussion de la question des Legations, c'est qu'elle n'est pas sujette à être inutilement confondue avec les traités de 1815; le seul souverain qui a protesté contre ces traités sacrés, était le Pape Pius VII. Pour donner plus de force à cette protestation, le Cardinal Consalvi en appela aux traités de Westphalie, contre lesquels Innocent X à protesté, et comme nous le savons, avec le même succès que le captif de Napoléon I.

Congrès ou non Congrès, l'Empereur Napoléon sentira bientot la nécessité de prendre un parti décidé dans la question Romaine; et ce serait inutile d'ajouter, que les circulaires des prélats français n'auraient jamais vu le jour, si l'Empereur était réellement imbu de l'*idée Napoléonienne*. C'est en vain qu'on chercherait les traces de cette idée, dans le programme tant élaboré, « L'Italie et Napoléon III. » La nécessité des réformes dans les états du Pape, le projet d'une Confédération italienne, a présidence honoraire du souverain pontife, tout est mis en scène avec assez de soin, et soutenu par une évidence traditionelle. L'idée d'une Confédération italienne remonte, nous dit-on, jusqu'à Dante. La souveraineté du Pape sur l'Italie formait un des points du grand projet de Henri IV. Tout cela est parfaitement vrai; bien plus, beaucoup plus que cela est vrai; car il est bien connu, qu'un des points qui n'était pas le moindre de ceux qu'avait en vue le grand Bourbon, était de réduire la

maison d'Autriche à ses possesions héréditaires, et de l'exclûre de l'Allemagne aussi bien qne de l'Italie. Mais les Italiens des temps de Henri IV étaient-ils, avec autant d'impiété séparés du Pape qu'ils le sont actuellement suivant ce qu'en dit l'évêque d'Orléans? Il n'y a, nous pensons, que deux manières de trancher le noeud; l'idée napoléonienne est la première, les canons de l'eglise est l'autre; toute autre alternative n'est qu'une mystification gratuite.

En 1809 l'Empereur Napoléon proclama, de Schoenbrunn, à l'Europe ébahie.

« Napoléon, Empereur des Français, Roi d'Italie et protecteur de la Confédération du Rhin;

« Considérant que, lorsque Charle Magne, Empereur des françois et notre auguste prédécesseur, fit donation de plusieurs comtés aux évêques de Rome, il ne les leur donna qu'à titre de fiefs, et pour le bien de ses états, et que par cette donation, Rome ne cessa point de faire partie de son Empire;

« Que, depuis, ce mèlange d'un pouvoir spirituel avec une autorité temporelle a été, comme il l'est encore, une source de discussions, et a porté trop souvent les pontifes a employer l'influence de l'un pour soutenir les prétentions de l'autre; que, ainsi, les intérêts spirituels et les affaires du Ciel, qui sont immuables, se sont trouvés mêlés aux affaires terrestres qui, par leur nature, changent selon les circonstances et la politique du temps;

« Que, tout ce que nous avons proposé pour concilier la sûreté des nos armées, la tranquillité et le bien-être de nos peuples, la dignité et l'intégrité de notre empire avec les prétentions temporelles du Pape, n'a pu se réaliser: Nous avons décrété et décrétons ce qui suit: »

Ce que l'oncle se permit il y a cinquante ans de Vienne, il faut l'admettre, ne doit pas s'attendre du neveu, qui n'a pas marché plus loin que Villafranca. Mais si Napoléon III est animé d'un désir de mettre une main réformiste sur les abus des établissements de l'Eglise, et d'y introduire des innovations laïques, — il peut trouver de l'encouragement en lisant et méditant la proclamation de Schœnbrunn en 1809. Elle rappelle en termes assez vifs, une des idées Napoléoniennes, cette proclamation! Vous ne pouvez vous y méprendre sur le rébelle incomparable, que la haine de la Sainte Alliance envoya mourir dans l'île solitaire, et qui depuis ces jours là, ne cesse de cheminer au milieu de nous. Vous y voyez dans presque chaque ligne, l'Annibal des dynasties de droit-divin; chaque syllabe y sent le Napoléonisme. Elles n'est pas citée dans la mandement de l'évêque d'Orléans. — Et qu'est-ce que l'idée imposante, — la Confédération italienne, — de Napoléon III?

Ce serait absolument impossible de se méprendre sur l'objet au quel devrait servir une confédération; c'est de faire l'Italie unie au dedans et forte au déhors. Pour simplifier l'argument, supposons, que le Pape, les Cardinaux, le Roi de Naples, que tous, désirent une Confédération.

Trois modèles vivants vont se presenter au Congrés, pour

lui faciliter, l'exécution de la grande idée ; les Cantons suisses; les Etats-Unis d'Amérique; et la Confédération Germanique.

Parmi ces trois modèles, le choix, selon nous ne peut-être difficile. Ni l'Empereur Napoléon, ni l'Angleterre, ni la Russie ne songent sérieusement à doter l'Italie d'une uniformité d'institutions, telle que celle qui distingue la République Helvétique ou celle de la Transatlantique; reste l'Allemagne confédérée, — le modèle des modèles. Il n'y a que les lecteurs d'histoire diplomatique, qui puissent complètement apprécier le travail qu'a coûté cette vénérable organisation, aux pères de la loi publique du dixneuvième siècle.

Leur zèle, il faut le reconnaître, n'était pas déplacé. Quel pays a plus souffert de l'épée et des caprices du grand *disturbateur* de la paix, que l'Allemagne? De nombreux projets furent rêvés pour elle, par le cervéux extenués du Congrès de 1815. D'abord, on proposa que l'Autriche et la Prusse, comme les deux boulevards de l'Allemagne, entrassent dans la Confédération *in toto* avec toutes leurs possessions; puis, que ces deux états ne deviendraient membres qu'en vertu de portions insignifiantes du leurs possessions; puis encore, qu'il y eût deux Confédérations Allemandes, une Confédération nord et une Confédération sud, jusqu'a ce qu'enfin on décida, — qu'il n'y aurait qu'une seule Confédération telle qu'elle existe à présent, avec l'Autriche et la Prusse pour membres, seulement en ce qui concerne leurs provinces Allemandes. Les objets, les droits et les privilèges de la Confédération sont tracés dans les actes du Congrès dans le langage le plus clair possible.

« L'art. 2 de l'acte indique le but de la Confédération, qui est le maintien de la sûreté extérieure et intérieure de l'Allemagne, de l'indépendance et de l'inviolabilité de chaque état en particulier.

Tous les membres, comme tels, son égaux en droit. Art. 3.

L'art. 4 établit une diète où tous les membres portent des votes, partie individuels, partie collectifs, de manière que les trente-huit membres ont ensemble dix-sept votes; savoir: chacun des onze membres les plus puissans, une voix virile, e les autres des voix curiales, les cinq branches de la maison ernestine de Saxe, la douzième voix; Brunswick et Nassau, la treizième; la maison de Mecklembourg, la quatorzième; Holstein-Oldenbourg, Anhalt, et Schwarzbourg, la quinzième; Hohenzollern, Lichteustein, Reuss, Luxembourg-Lippe, Lippe et Waldeck, la seizième; et les quatre villes la dix-septième.

L'article ajoute que la manière, dont ces états sont nommés ne préjudiciera pas à leur rang.

La présidence de la diéte est déférée à l'Autriche. Art. 5.

Lorsqu'il sera question de rédiger ou de changer les lois fondamentales de la Confédération, de résolution qui concernent l'acte fédéral lui-même, d'institutions organiques, etc. la diéte se formera en assemblée générale ou *plenum*, et dans ce cas, il y aura en tout 69 voix réparties sur les 38 membres, de manière que l'Autriche, la Prusse, Saxe, la Bavière, le Hanovre et le Wiirtemberg auront chacun 4 voix; Bade, la Hesse, élec-

torale, le grand Duché de Hesse, le Holstein et le Luxembourg, chacun 3; Brunnswick, Meklembourg Schwerin et Nassau, chacun 2 voix; tous les autres membres auront des votes individuels ». (*)

D'autres articles établissent le gouvernement constitutionnel aussi bien que le droit d'alliance de chaque membre de la Confédération.

Le lecteur aura observé que, quant aux vôtes l'Autriche n'en a pas plus que le Hanovre, la Bavière et le Wurttemberg; et devons nous le dire, quel est celui des membres de la Confédération allemande que se chargea de veiller à la sureté de l'Allemagne pendant les quarante cinq dernières années? Rien n'échappa à l'oeil paternel de la cour de Vienne durant cette importante période. S'agissait-il de clore les universités, — de confisquer des constitutions, — ou d'admonester les rois révolutionnaires ou bien de changer la grande charte de manière à l'adapter aux exigences du moment, — on était toujours sûr de trouver l'Autriche prête. Jamais les trente six autres membres n'eurent l'idée de rien entreprendre avant d'avoir obtenu la permission de Vienne ou de Berlin. La Prusse elle-même, inscrite aux protocoles comme une grande puissance, ne pouvait remplir une plus importante fonction que celle d'enrayeur de l'Autriche. Pas même le Luxembourg, tiré de son obscurité avec tant de liberalité par le *Moniteur*, ce pays là même, avec son Roi Granduc, n'essaya jamais de dicter des préceptes à Francfort. Dans la Confédération italienne, l'Autriche, on peut s'y attendre selon les convictions de Napoléon III, siegera comme un simple Archiduc. Quelle ras-

(*) Koch, Histoire des traités de paix, vol. II, p. 295.

surante perspective! L'Empereur d'Autriche est prêt à reconnaître le principe d'une nationalité italienne! Chose étrange, que le *Moniteur* ne sache pas, que François Joseph a depuis long temps fait beaucoup plus que cela: Il y a dix ans, qu'il a reconnu non seulement la nationalité italienne, mais un grand nombre de nationalités. Son premier mot, en montant sur le trône, fut-égalisation de toutes les nationalités. Suivant ce que nous savons, le Roi de Naples, lui aussi, reconnait la nationalité italienne, et sa sainteté elle même le fait, et probablement, aussi sa sérénissime altesse François de Modène. Incomparables éléments d'une Confédération! En effet, il est presque impossible de traiter selon les règles de la raison cette apocalypse là dans le programme de Napoléon III. L'Italie régénerée par la Confédération! Est ce que la Sardaigne sera la puissance dirigente; l'agrandissement obtenu par le Piémont lui procurerait-il la cooperation fraternelle de Roi de Naples, et de Pie IX? Ou bien, le Piémont lequel, même de l'aveu de Napoléon représente la nationalité italienne, est il dévenu assez fort pour entrainer les autres prénces de la Péninsule? Voyons un peu, les chiffres. (*)

La popolation de la Sardaigne est de			4,916,084
»	la Lombardie	—	3,009,505
»	la Toscane	—	1,779,338
»	Modène	—	598,995
»	Parme	—	495,840

Total général, en supposant l'annexion 10,799,762;

(*) Nous prenons ces statistiques de l'Annuario d'Economie Politique pour 1858.

ou un million de plus que la population du royaume de Naples (*). La proportion que la Sardaigne tiendra vis-à-vis de l'Autriche, vaut à peine d'être mentionnée. La perte du territoire Lombard laisse encore dans l'étreinte des Habsbourg 36 millions; et même la perte de la Hongrie, qui compte 15 millions, lui laisserait encore une population double de celle du Piémont. Où sera, et quel pourra donc être, le point d'accord dans la Confédération italienne? Selon toutes les apparences, les plus rudes devoirs tomberont tous sur le Luxemburgeois Archiduc de Venise. Mais François Joseph ne fut-il pas toujours prêt à remplir les mêmes fonctions? pourquoi lui faire changer de titre? La meilleure réponse à ces questions, est, nous l'osons dire, que l'Empereur Louis Napoléon n'a pas assez étudié l'idée Napoléonienne. Représentons-nous, seulement pour un moment, la Confédération du Rhin avec égalité d'institutions d'administration et de jurisprudence; cette Confédération de la quelle furent soigneusement exclus des états tels que la Prusse et l'Autriche, — voilà bien quelque chose qui ressemble à un modèle de Confédérations; voilà, ce qui ressemble au noble plan de Henri IV, si fastueusement indiqué dans le programme de Napoléon III.

Nous avons tout lieu de supposer, que les deux Empereurs à Villafranca, se sont aussi mis d'accord, quant aux forteresse fédérales de la peninsule; et que le Congrès ne manquera pas d'en régler les détails. Les soldats autrichiens, les piémontais, les soldats du Roi de Naples, les Suisses défenseurs du Pape, tout comme les frères d'une famille, veilleront sur la sureté

(*) Vû que des Lombards sont restés sous la domination Autrichienne, le total montera pas à beaucoup plus, même en y comptant aussi les Romagnols.

du pays commun, derrière les remparts de Mantoue, de Messine, d'Alexandrie et de Civitavecchia! Quel jour sera celui-la! Est-il possible d'imaginer un projet aussi ambitieux selon les apparences, et tellement dénué de toute realité! Tout l'attirail de la grande idée, enveloppée comme elle était de flots d'ençens, aurait bien pu sans grand dommage pour les Italiens et pour l'humanité, rester emballé aux Tuileries. Comment a pu pénétrer et se graver dans l'imagination impériale d'une idée aussi fantasque? Suivant ce qu'on en peut savoir, ni l'Autriche, ni le Saint Père, ni le nouveau Souverain de Naples, non plus que Victor Emanuel n'exprimèrent une bien grande soif d'une Confédération. — Chose vraiment singulière! les effets produits en Allemagne par la guerre Italienne sont le désir de se défaire de la Confédération, tandis qu'en Italie, la même guerre va être couronnée par une Confédération! Discuterons-nous la logique de ce phénomène! Est-il nécessaire d'expliquer, pourquoi les Allemands qui ont eu le bonheur d'experimenter pendant quarante-cinq ans une Confédération avec l'Autriche, tournent leurs espérances vers Berlin, comme les Italiens l'ont fait vers Turin? Les politiques frivoles peuvent rire de tous les ébats de l'ignorance, à voir les efforts faits à ce moment par le parti national en Allemagne; mais nous doutons fort qu'ils soient avant peu désabusés par les effets du programme d'Eisenach. Ce ne sont pas de faibles signes des temps, que de voir des hommes à opinions fortes, théoristes achevés, abandonner leur beau ideal, pour essayer ce qui a déja plus d'une fois échoué, et adopter une politique qui leur semble plus praticable. Il y a plus d'un démocrate dans le parti diversement appelé, Eisenach, Hanôvre, ou Gotha. Le peuple, des pensées du quel l'Europe se repait, et qui est hautement distingué par sa probité et son industrie, ce

peuple est fatigué d'une dépendance diplomatique ; il ne trouve plus de plaisir à se voir le jouet des protocoles de ce plénipotentiaire-ci ou de ce plénipotentiaire-là; il se refuse désormais à ployer le genou devant les commis voyageurs diplomatiques des Cours étrangeres. Ce parti, avec le quel le prince Ernest de Saxe-Cobourg Gotha a eu le courage de s'identifier, le déclare sans cérémonie « point d'Autriche. » Le rôle équivoque de la Prusse ne peut pas durer longtemps; bientôt elle aura à choisir entre deux alternatives; celle d'être tolerée ou celle d'être chérie. L'histoire des dix dernières années a conservé plus d'une singularité de la politique prussienne; singularité due en grande partie à la timidité et à l'esprit vacillant du Roi Frédéric Guillaume. Dabord, à la tête du parti national, et presque Empereur, combattant pour l'unité allemande dans le Schleswig-Holstein, puis tirant l'épée contre les républicains, puis usant à pure perte son énergie pour la concoction des ÉTROITES UNIONS éphèmères; puis de nouveau rappelant tout son courage pour un combat avec l'Autriche, — le Roi de Prusse finit par exécuter envers cette même Autriche, une série de pénitences jusqu'alors inconnues dans les annales de Brandenbourg. Plus d'energie, plus de clarté dans les idées, voilà ce qu'on attend dorènavant de cette cour. Et avec l'exemple donné par la maison de Savoie, il est difficile de concevoir comment la Prusse pourrait agir différemment. Le vénérable edifice de 1815, — cet étonnant monument des incongruités politiques, cet merveilleux amas inanimé d'absurdités enchâssées en tant de protocoles, signées par autant de fameux diplomates, décorés de tant d'ordres, reçu en vertu de tant de services, rendu tant de fois à tant de souverains de droit divin, — cette Confédération Germanique, nous disons, a déjà achevé sa carriere

sublunaire ; bientôt elle passera entourée du reste des traités damnés, dans le royaume spacieux de la nullité. Quels sages que ceux de 1815 ! Quiconque veut se gorger des imbecillités diplomatiques, qu'il prenne en mains la carte de Prusse et qu'il regarde sa configuration. Les yeux des patriotes Allemands sont fermement fixés sur Berlin; et il faut avouer que la Prusse, avec 17 millions d'habitants, avec un peuple de soldats, n'a pas besoin d'un Napoléon pour l'assister ; l'Allemand n'est engourdi que tant qu'il n'agit pas ; il n'est pas bien sûr, que l'appel fait par un Souverain patriote ne fit pas surgir plus de combattants en Allemagne que ne le fit celui de Victor Emanuel. C'est un curieux spectacle que celui qu'offrait jusqu'ici ; ce peuple de trente millions d'habitants ! d'un côté continuellement manœuvré de Vienne, et de l'autre côté, en perpetuelle terreur de se voir un beau jour englouti par quelques milliers de soldats français.

La dépêche du Comte de Rechberg du 4 septembre, qui avait pour but de sermoner le Duc de Saxe-Cobourg, quoiqu'evidemment differente quant au ton, du style de Metternich, prouve suffisamment l'importance qu'on attribute à Vienne au nouveau mouvement tous pacifique de l'Allemagne. Le Comte n'a aucune objection à faire à l'expression d'une conviction sincère; mais il ne peut s'empêcher de désapprouver le paroles prononcèes à Gotha par une bouche princière; le gouvernement impérial sent que son patriotisme lui commande de protester à temps contre une telle conduite, si contraire aux traités de 1815; son Altesse aurait dû savoir qu'il encourageait un parti qui, dans un passé peu éloigné, a livré l'Allemagne à de grands dangers, et dont elle n'a été sauvée que grâce aux nobles sentiments nationaux de

sa Majesté impériale. Toujours les mêmes leçons avec quelques variations plus anodines : mais revenons au Congrès.

Quelques gouvernements ne refuseraient point, ils semble, de voir la Confédération Allemande mise aussi sur le tapis au Congrès. L'attention diplomatique, qu'il nous soit permis de le demander, ne pourrait-elle pas aussi s'étendre à une autre question, également intéressante surtout relativement de l'Autriche? Voilà la Hongrie, encore toute palpitante de l'émotion que lui a causée la guerre d'Italie. Nous comprenons bien que nous nous exposons a être ridiculisés de grand cœur par certains politiques, qui à la vérité, peuvent avec juste raison, rapeler les termes flatteurs dans les quels sa majesté d'Autriche remercia les Hongrois pour leur noble et sincère sympathie lors de la dernière crise. Ces mêmes politiques, qu'on veuille bien ne pas l'oublier non plus, ont aussi cru aux luxuriants hommages rendus par le général Gyulay aux Lombards pour leur zèle en volant en foule sous les drapeaux de l'Empereur. À quoi bon méconnaître la question Hongroise ! vous ne pouvez, à vrai dire, la perdre de vue tant que vous songerez réellement à résoudre la question Italienne. Tout aussi bien, vous pourriez perdre de vue Venise. Pas même l'axiome Anglais, « il nous faut une Autriche forte, » ne pourrait vous faire oublier la question Hongroise. Il est bien possible que la guerre Italienne ait empreint l'esprit de François Joseph, de quelques idées de réforme ; des changements sont actuellement projetés et seront introduits dans les différentes parties de l'Empire ; tout cela nous voulons bien l'admettre; mais l'Autriche ne veut pas, elle ne peut pas donner à la Hongrie ce que la Hongrie désire, ce à quoi elle a des droits imprescriptibles. S'il n'en avait

pas été ainsi, il n'y aurait jamais eu de conquête russe sur la Hongrie. Dix ans se sont écoulés depuis que les Russes ont soumis ce pays pour l'Autriche; nulle force ouverte ne fut, pendant cette période, opposée aux actes de la cour de Vienne; pendant tout ce temps, François Joseph gouverna sans controle sur ce qu'on appelle maintenant, *province de la couronne.* La main d'un traitre a mis l'Empereur en possession de la couronne de Saint Etienne, — et ce maître absolu de la Hongrie, n'a pas encore osé placer sur la tête la couronne de Hongrie. Il n'a pas fait le moindre acte, pas accompli la plus innocente cérémonie en qualité de Roi Hongrois. Il est beaucoup plus Roi de Jerusalem, un titre qu'il porte également, que Roi de Hongrie; il n'a, du moins que nous sachions, eu aucune guerre avec la Palestine. Il est bien plus facile de croire ce que M. de Girardin croit; que l'Autriche arrivera à l'unité nationale par le désarmement, que de s'imaginer que cette même Autriche permettra à la Hongrie ce après quoi elle soupire, c'est-à-dire une administration nationale et la restitution de ses institutions parlamentaires. Les impôts exorbitants pesant actuellement sur le peuple, l'avidité d'une nuée d'employés étrangers, l'établissement d'une police secrète, et cent autres calamités et vexations de toutes sortes, n'ont que mieux servi à apprendre à la Hongrie la valeur des institutions perdues. En outre, il devient difficile pour un peuple d'accepter avec résignation les décrets d'un oppresseur qu'il sent pouvoir vaincre. Ce n'était point la Hongrie qui avait besoin d'aumônes diplomatiques en 1849. (*)

Un célèbre homme d'état anglais a dit une fois, que la séparation de la Hongrie de l'Autriche, serait une calamité euro-

(*) Voir, Hungary Past and Preent, p. 346.

péenne. De quelque haut qu'il vienne, cet intéressant aphorisme ne supporte pas une analyse sérieuse. Tout homme d'état peut aussi bien supposer et dire, que la séparation de l'Irlande ou de l'Ecosse, de l'Angleterre, serait la ruine de l'Empire Céleste; que l'abolition de l'ordre de la Jarretière serait le coup de mort des manufactures de Manchester; ou qu'un quadruple hospodorat, dans les Principautés Danubiennes, serait le vrai elixir pour la Turquie. Bien plus à propos que d'analyser des tels aphorismes, il sera, de chercher à s'entendre sur ce qu'est l'Autriche, et ce qu'est la Hongrie. Il est indubitable que la définition la plus simple et la plus correcte de l'Autriche, est — l'Autriche est une dinastie.

Maintenant vient la question, qu'elle dynastie est l'Autriche? Une dynastie allemande elle n'est pas. Toute les fois que les allemands espérèrent quelque chose de bon pour leur patrie; à chaque occasion, que l'ésprit allemand conçut quelques nobles idées, quelque patriotique projet, ce n'était de Vienne qu'on en attendait l'exécution. Il n'exista jamais de projet vraiment national, dont une partie intégrale ne fut—point d'Autriche. Qu'elle dynastie est donc l'Autriche?

Est-elle une dynastie Bohème? Non. Une dynastie Polonaise?Non. Une dynastie Hongroise? Non. Est-elle une dynastie Lombarde? Non. *Ergo,* l'Autriche est la dynastie des Habsbourgs; une famille jadis chère à la Suisse et aux Pays-Bas, régnant maintenant par droit divin et quantité d'autres moyens, sur une variété de races, moulées en une bien heureuse famille homogène, par les liens de la liberté civile et religieuse! Quel noble spectacle que ce pouvoir d'assimilation! Et la balance du pouvoir? Combien

de fois n'a-t-il pas été redressé par le mouvement centrifuge que lui a donné cette dynastie de Habsbourgh! Comment cette dynastie révérée a combattu pour la liberté religieuse, dans la Guerre de Trente Ans,— quelle noblesse elle a montré en laissant l'Angleterre et la Hollande s'épuiser pour elle dans la guerre de la Succession d'Espagne, — avec quelle énergie elle mit au ban de l'Empire, Fritz de Brandebourg, le *disturbateur* de la balance du pouvoir, et le *voleur* de la Silésie, — comment elle s'opposa à ce que la Russie n'empiétât pas sur la Pologne et la Turquie, — avec quelle abnégation elle accepta les subsides Anglais pendant les guerres de la Révolution Française, — quel détermination elle montra en sacrifiant une fille au salut de l'Europe ; — avec quelle résolution, touchant du martyre, elle soutint la guerre contre la *Burschenschat* et les Carbonari,— avec quelle persévérance elle confisqua les constitutions de l'Allemagne et de l'Italie, -- comment en 1848, elle seule, forte dans l'amour de ses sujets, resta calme et inébranlable, tandis que d'autres états tombaient en lambeaux ; — enfin, avec quelle vigueur et quelle fermeté de bras, elle sut tenir la balance pendant la guerre de Crimée ; — tout est bien connu, même des non-diplomates. Quant à la Hongrie, elle n'a pas autant de droits à être connue. La Hongrie (pour ne pas être en arrière d'une définition) est un pays dont les frontières sont marquées en hardi relief par la main de la nature. Elle s'appuie avec un bras sur l'Adriatique et tend l'autre vers la Mer Noire. Elle a une étendue beaucoup plus grande que la Prusse, et est beaucoup plus fertile et beaucoup plus riche en minéraux, en forêts et en rivières. Sa population surpasse le nombre de 15 millions; et conséquemment, plus grande de ce qu'on a jugé nécessaire pour la Prusse en 1815; la population est sobre, industrieuse et guerrière. Quelle calamité surgirait donc si la Hongrie,

qui était un puissant royaume quand les Habsbourgs n'étaient connus que dans quelques villages Suisses, redevenait une nation? On vous dira, que la Hongrie a une diversité de races; mais l'Angleterre n'a-t-elle pas jusqu'à ce jour quatre races distinctes; et sans parler de l'Irlande, qui ignore les guerres sanglantes et prolongées entre les anglais et les écossais?

Il y a seulement une chose qui peut empêcher la Hongrie de devenir indépendante, — la dégénération national. Et si ce peuple, qui sut pendant des siècles maintenir le drapeau national au milieu de flots de sang, et qui par sa valeur étonna le monde il y a peu d'annés, est réellement atteint par la dégénération; si ce peuple se sent intérieurement satisfait d'être tout à la fois la vache-à-lait et le sergent de recrutement d'une famille étrangère qui le méprise; s'il est parvenu à se convaincre que les talents et les vertus destinés par le ciel à surveiller la Hongrie, croissent dans l'antichambre du Cabinet de Vienne; s'il est pret à suivre une douzaine de magnats dégénérés qui lèchent la main qui les avilit, — alors pas un mot de la Hongrie. La diplomatie se réjouira, et l'humanité repandra une larme de deuil. — Avec toutes ses tendances demoralisatrices, nous ne pouvons nous imaginer que la domination des dix dernières années, ait si complétement écrasé la vie du peuple Hongrois. L'oppression n'est pas la mort.

Nous ne pouvons pas non plus croire dans l'idée d'une Venise Luxembourgeoise. Comme la Hongrie, de l'autre côté de l'Adriatique, Venise aussi, n'a devant elle que deux alternatives: mourir ou vivre; devenir Italienne, ou rester Autrichienne; aucune révision des traités damnés ne peut lui donner une troi-

sième alternative. Les sympathies de Congrès ne peuvent pas faire beaucoup; mais les enfans de Venise ont prouvé en 1848 qu'ils peuvent plus que de « croupir comme des crabes et murmurer dans leur sommeil. » Ils ne sont plus ce qu'ils étaient, quand Lord Byron, le Buonaparte des muses, répandait ses lamentations pathétiques sur la désolation de la cité des eaux. La victime de 1815 peut à bon droit demander une place à la table du Congrès; mais nous aimerions voir Venise épargner son deuil et ses larmes. La diplomatie ne s'écarte pas de son but sacré, pour des bagatelles telles que les larmes de sang d'un peuple. Et Venise toute subjuguée et désolée qu'elle est, n'a pas à chercher l'aumône au Congrès. Elle n'a pas besoin de solliciter la compassion avec la main tremblante d'un mendiant. Venise doit se présenter dans la salle du Congrès avec la dignité quelq'un qui a droit de demander. Elle peut dire « Messieurs les gardiens de la loi et de l'ordre en Europe! Me voici couverte de plaies, et me sentant chaque heure de plus abaissée dans l'état où, sans remords, vous m'avez plongée en 1815; moi! l'ennemie de Napoléon et l'alliée de l'Autriche! Si vous ne reconnaissez pas comme inaltérables les traités de 1815, pourquoi les invoquez-vous contre moi? Si au contraire vous les reconnaissez comme votre œuvre, rougissez de votre iniquité ». S'adressant à l'Angleterre en particulier, Venise est en plein droit de lui dire: « Ecoute, moi, John Bull: L'indépendance que tu possèdes, et que tu chéris tant, j'en fus, moi, dépouillée, par ta coopération. Avec toute ta haine pour Buonaparte, tu as suivi l'exemple de ce rebelle, en m'enlevant les Sept Iles que je possédais dans le Levant. Ecoute-moi! garde en paix ces iles que tu m'a prises; mais du moins, ne sois point contre moi quand je m'efforce de me défaire de mon maître étranger, pour m'unir à un ami. Je ne

ferai pas plus de tort à ton commerce que l'Autriche ne lui en fait»! — Palmerston lui même, avait reconnu en plein parlement le 8 août, que les traités de 1815 ont été modifiés, — la délicatesse du noble lord, ne lui permit pas de dire violés, et il cita entre autres, Cracovie. En présence de cette confession, pourquoi les puissances européennes ne permettraient-elles pas maintenant une modification en faveur de Venise? Y a-t-il quelque sainteté particulière dans l'article de 1815 qui assigna le Lombardo-Venitien à la maison d'Autriche? Le voici, lisons-le.

« Un article secret du traité de Tœplitz du 9 septembre 1813, avait décidé que la monarchie autrichienne serait reconstituée sur une echelle rapprochée de celle où elle se était trouvée avant la guerre du 1805. Il fallait donc non soulement lui rendre les provinces Illyriennes et les ci-devant états de Venise, nous aussi l'Autriche antérieure, le Tyrol et la partie de la Galicie dont la paix de Schoenbrunn l'avait depuillée. Comme l'Empereur de Russie voulait conserver la plus grande partie des districts de la Galicie qui faisaient partie du duché de Varsovie et que les traités conclus avec la Bavière, le Wurtemberg et Bade s'opposaient à la restitution des terres de l'Autriche en Souabe, on résolut de la dédommager en Italie, en lui rendant, et ce que la paix de Campo-Formio lui en avait enlevé et ce qu'elle lui avait alloué à titre d'indennité pour les Pays Bas.

« La maison d'Autriche est reconnue par l'art. 92 souveraine légitime de tous les territoires cedés par les traités de Campo-Formio, de Lunéville, de Presbourg, par la convention additionnelle de Fontainebleau de 1807, et par les traités de Schoenbrunn de 1809, et dans la possession des quels elle était rentrée

par suite de la dernière guerre. Après cette énonciation positive et générale, l'article fait ancore le dénombrement de tous ces pays.

« Ce sont l'Istrie, tant Autrichienne que ci-devant Vénitienne, la Dalmatie, les iles ci-devant Vénitiennes de la mer Adriatique, les Bouches de Cattaro, la ville de Venise, tous les états ci-devant Vénitiens de la Terreferme, sur la rive gauche de l'Adige, les duchés de Milan et de Mantoue, les principautés de Brixen et de Tunto, le comté du Tyrol, le Vorarlberg, le Frioul autrichien et ci-devant vénitien, le territoire de Monte-Falcone, le gouvernement et la ville de Trieste, la Carniole, la Haute-Carinthie, la Croatie à la droite de la Save, Fiume, et le littoral Hongrois, et le district de Castua » (*).

La Russie a besoin de cette province, la Prusse désire celle-là; *ergo* la Lombardie et Venise sont données pour toute l'éternité a l'Autriche! Merveilleuse sainteté de la possession!

Encore un mot quant à Venise. Nous avons vu quelques vrais amis de la liberté, entre lequels se trouvent aussi des patriotes italiens, proposer que Venise achétât son indépendance de l'Autriche; en autres mots, que Venise et son oppresseur fassent un échange; la première donnerait de l'or, et recevrait en retour la liberté. Nous ne pouvons nous empêcher de déclarer, que la seule mention d'un semblable marché nous attriste; le genie de la liberté se détourne avec dédain de la

(*) Koch, vol. II, p. 363; pour une narration succinte de l'esprit et des faits du Congrès de Vienne, nous pouvons renvoyer le lecteur à notre — State Policy of Modern Europe, vol. 2, chap. VI.

vue d'un peuple s'abandonnant lui même jusqu'à un semblable degré. Heureusement, il n'y a pas a craindre que les Vénitiens essayent de briser leurs fers au moyen des bourses fareies de ducats. Quelles que soient les opinions de certains politiques sur l'état des finances de l'Autriche et les dépenses neoessaires pour la conservation de Venise, il est absurde d'imaginer qu'une dynastie si hautaine ira après la perte d'une province sur le champ de batailles, donner l'exemple d'en mettre une autre à l'encan. Il ne manquait vraiment que l'émission d'une telle idée pour prouver jusqu'à quel point les calamités nationales ont sapé dans l'esprit des Italiens eux mêmes les éléments d'espérance et de confiance, sans lesquels nulle régénération nationale fut jamais accomplie. Quelle idée! quelle satisfaction aux ennemis de l'unité et de la liberté italienne! C'est une grande merveille, que jusqu'ici nulle proposition n'ait été faite de racheter au moyen d'un tribut annuel les droits divins de Sa Sereine Altesse François de Modène! — Passons rapidement à un phenomène d'une autre nature. Un homme d'état bien connu, également respecté pour ses opinions liberales et son patriotisme, — Massimo d'Azeglio (*) — disait aux Toseans

(*) La stupenda manifestazione di sentimento patrio, cui per somma ventura, assiste l'Italia, è il più grande avvenimento del secolo, nè v'ha esempio simile nell'intero corso delle passate età, senza eccettuarne quella della Lega Lombarda, che talora invochiamo come l'èra a noi più gloriosa.

Ed ecco a mostrar con chiari indizi il benigno e provvido intervento di Dio nelle cose del mondo, e a glorificazione dei popoli che concorrono ad attuarne i disegni su questa nobile terra, si levò finalmente il giorno in cui a nostra meraviglia e di tutta Europa, fu universale fra noi l'unione degli animi in un solo animo.

La Toscana ha inscritto nel libro della storia d'Italia la più bella

l'autre jour; l'étonnante manifestation de sentiment patriotique, à la quelle pour comble de bonheur assiste l'Italie, est le plus grand événement du siècle; le temps passé n'offre pas d'exemple semblable, sans même en excepter l'époque de la Ligue italienne que pourtant nous invoquons comme la période plus glorieuse pour nous. Et voilà qui montre par des indices certains, l'intervention bienfaisante et providentielle de Dieu dans les choses de ce monde à la gloire des peuples qui concourent à en seconder les desseins sur cette noble terre; le jour, s'est enfin levé dans lequel à notre extrême étonnement comme à celui de l'Europe entière, l'union de tous les esprits parmi nous s'universalisa en un seul. La Toscane a inscrit dans le livre de l'histoire d'Italie, la plus belle de ses pages. Toutes les nations européennes reconnaissaient jusqu'alors la primauté incontestable de ce peuple dans les lettres, dans les arts et dans l'affabilité des manières; mais l'attitude si digne par lui prise dans les circonstances bien difficiles du moment présent, lui a mérité désormais la primauté aussi dans la prévoyance politique et la sagesse gouvernementale ».

Deviner les causes d'un panégyrique aussi outré, est, il nous semble, chose embarrassante. Qu'y avait-il donc de si merveilleux dans les actes des Toscans, même en supposant qu'ils ont fait quelque chose de vingt fois plus de valeur que l'infime et

delle sue pagine. Tutte le nazioni europee riconoscevano finora il primato incontrastabile di quel popolo nelle lettere, nelle arti, nel gentil costume: ma la degna attitudine da lui presa nelle attuali difficilissime contingenze gli meritò oramai il primato della politica avvedutezza, della sapienza di Governo.

éphémère Ligue Lombarde! Se sont-ils levés trois fois aux combats désespérés pour chasser leur maitres comme les Athéniens le firent avec Pisistrate? Non! Ont-ils subi pour la défense de leurs opinions un siège de la Rochelle? Non! Ont-ils montré une sagesse toute particulière en éludant à travers d'une multitude d'artifices et d'attrayantes promesses, quelques offres séduisantes de la part de l'Autriche et de ses proconsuls? Non! Qu'ont-ils donc fait les Toscans? Et bien, ils ont montré assez de bon sens pour ne pas réinviter le Duc; ils ont d'assez bons yeux pour voir, qu'il est beaucoup plus sage pour eux de s'unir à un autre Etat libre et plein d'énergie, que de continuer à rester dans l'isolement. Même les Bosniacques, et Montenegrins sur lesquels jamais n'a lui la civilisation moderne, soupirent à l'heure qu'il est pour une patrie unie; est-ce-donc un miracle de voir les Florentins faire la même chose!

Le moment de l'éloge n'est pas encore venu. Il ne manquera pas d'occasion pour que les Toscans et les autres Italiens des quels on à raison de s'attendre a beaucoup, puissent montrer leur vertu civique et leur sagacité. Le champ est grand et ouvert et à proprement parler, l'oeuvre de la régénération à peine commencée. Que l'on n'oublie pas que les cinq derniers mois en ont été les lunes de miel. Le réveil national s'était-il déjà manifesté dans tous les signes d'une ère régénérative!

Voyez les dix millions d'Italiens dans les Deux Siciles, qui sont restés aussi étrangers à la guerre que s'ils eussent été enfermés dans les murs de la Chine! Comme un Roi bon *au fond*, Sa Majesté le fils du feu Roi de Naples, n'a pas voulu même inquieter ses sujets par la lecture de bulletins de la guerre.

Nul doute, Le Roi des deux Siciles, qui a eu assez de temps pour méditer sur les exigences de l'Italie, tandis que Victor Emanuel s'amusait avec le bruit des canons, apportera avec lui au Congrès des idées mûries, quoique il soit probable que Sa Majesté ne souhaite point de tout un Congrès. Et les louanges de M. Massimo d'Azeglio à part, il est difficile à voir pourquoi l'idée d'un Congrès était si favorablement accueillie même à Florence. Nous l'avons déjà dit et nous croyons nécessaire de le répéter, que cette envie pour un Congrès, nous semble une fatalité sérieuse. À quoi s'appuyer sur un Congrès? à quoi cette répétition des espérances dans le résultats d'un Congrès?

Le ton de pétition et des argumentations aussi longues qu'inutiles distinguent aussi la dernière circulaire du général Dabormida du 28 septembre; et si nous ne nous trompons pas, la comparaison avec la Belgique, la Grèce, et les Principautés Danubiennes, y a atteint sa cinquième édition. À quoi cet inaltérable attachement a un parallèle inutile et maladroit! Si on voulait a tout prix avoir recours à des comparaisons, n'aurait-il pas été mieux de dire aux cabinets; « vous qui avez aidé à l'indépendance les Flamands et les Grecs par la force des armes, même quand ils étaient encore en guerre actuelle avec leurs gouvernements, comment refusieriez vous à nous, votre sanction au fait accompli »?

Pourquoi n'avoir pas rejeté toute idée de Congrès, et à Florence, et à Bologne? L'Autriche a-t-elle demandé des Congrès pour l'annexion de Cracovie, exécutée avec tant de violence! L'idée principale, la pensée fondamentale de toutes les attentes et de tout projet, aurait dû être; — que la question

italienne était une question intérieure, — que les affaires intérieures de l'Italie sont comme les affaires intérieures de la France ou de l'Angleterre. Vouloir regagner tout le terrain perdu par cette politique d'une modération outrée, est chose impossible; les erreurs politiques sont des batailles perdues qui ne peuvent devenir utiles qu'autant qu'elles servent de leçons. Pourtant un remède s'offre encore, et il faut qu'on l'applique avant la réunion du Congrès. Que les Duchés et les Légations, fassent donc de nouveau une offre *collective* à Victor Emanuel, et qu'on n'entende plus, le Premier Soldat de l'Italie, répéter ses réponses trop diplomatiques à cette offre collective.

Les arguments vivants de l'annexion vont croitre de jour en jour; ce qui n'a pas reussi à l'appel de Milan, s'est fait par Villafranca; les volontaires volent sous les drapeaux de Garibaldi et Fanti par des centaines. Qu'on fasse l'offre collective le plutôt possible, et qu'il mette sur sa tête la couronne de la Haute Italie ce Roi bien aimé. Quel Tribunal osera détrôner un Roi couvert des lauriers gagnés sur les ennemis de sa patrie! Le Congrès, nous nous permettons cette prédiction, n'offrira pas à Victor Emanuel la coronne désirée; mais jamais il ne pourra la lui ôter.

Vû les déclarations réitérées du gouvernement Anglais, on est autorisé à croire, que même au Congrès il défendra la cause des voeux du peuple, et qu'il ne se prétera pas à cette ruse grossière qui éspère faire échouer l'annexion par un appel nouveau au peuple de l'Italie centrale. Dans ce cas y a-t-il à craindre, que l'allié impérial de Victor Emanuel montrera une plus profonde admiration pour les droit divin des Ducs exportés?

L'Empereur, prétend-on, tient caché dans sa boite un projet demi révolutionaire, et demi conformément au droit divin; les potentats de Parme et de Modène vont être spoliés; et le plus fort proconsul de l'Autriche restera intact, et peut-être même agrandi. Cette politique mélangée nous parait fort improbable; elle est autant vide de sens et de réalité que l'espérance d'abuser le Saint-Père par des vains titres. (*) Confédération, ou non, Sa Majesté sentira bientôt la nécessité de sortir de son intéressante ambiguité; il faudra ou qu'il aide le Saint-Père à excomunier son royal allié, ou qu'il aide celui-ci à mettre au ban de l'Italie Sa Sainteté. Il n'y a pas, même pour un Congrès d'autre alternative. En effet, il semblerait presque improbable que les gouvernements desirassent toucher des questions tellement révolutionaires que celles qui seront étalées devant le Congrès.

Suivons encore un moment la question de l'annexion. L'Autriche exceptée, quelle raison peuvent avoir les pouvoirs européens à s'opposer à l'établissement d'un royaume italien fort? Le présent système a-t-il donc été trouvé tellement merveilleux que d'exclure toute idée de réparation? Les cinq roues de ce vénérable char ne suivent-elles qu'une seule et même voie; ont-elles constamment maintenu dans la machine ce mouve-

(*) Nous venons de lire dans cet instant même la lettre de Sa Majesté au Saint-Père, publiée par le *Times*, de laquelle il parait que l'amnistie s'etend aussi sur la dynastie de Parme, et que Peschièra et Mantoue vont devenir des forteresses fédérales. Vû les prisonniers de Son Altesse le Duc de Modène, qui sont enfermés dans ses murs on pourrait déjà regarder la dernière comme une forteresse fédérale, *de facto*.

ment qu'on appelle balance du pouvoir? Nous voulons bien laisser hors de la question les droits de Victor Emanuel à la gratitude des Cabinets. Il a beaucoup fait pour les souverains; il a sauvé les honneurs de la Royauté, ce valeureux Roi! Mais laissons cela. Quelle desharmonie à-t-on à redouter d'un grand royaume en l'Italie? Si on s'y oppose dans le but de faire oublier à Venise ses malheurs, qu'on rende alors à l'Autriche la Lombardie. Ou craint-on qu'au moyen de cet agrandissement modéré, la maison de Savoie va mettre en péril l'indépendance de la France ou celle de l'Allemagne? Il n'y a, en tant que nous pouvons voir, qu'une seule raison pour laquelle la diplomatie s'opposerait à la realisation de cette idée; c'est que l'Italie ayant été morcelée en petits états, même depuis la chute de l'Empire Romain, elle doit rester morcelée. Mais, où est la logique de cet argument émis déjà plus d'une fois? Selon cette même raison, l'Anglèterre aurait dû rester jusqu'a ce jour, une Septarchie; la France, environnée d'états indépendants comme la Bretagne et la Normandie; et la Prusse un modeste Duché.

Quelle calamité surgira pour l'Europe et son système, si les Toscans, les Modenais, les Parmesans et les Romagnols, tous Italiens, allaient être gouvernés par un seul Roi!

L'Europe a eu assez de ce gloussement monotone sur les gloires de traité damnés; finissons en avec ce décalogue de la Sainte-Alliance. Les cantiques chantés à la gloire de 1815 ont assez coûté aux peuples de l'Europe! Quelle utilité peut-y avoir à tenir sur pied une mystification calamiteuse? A quoi continuer à babiller d'un système, quand presque tout ce qui en résultait était de la violence? Ou bien, nous accuse-t-on

d'ignorer la vigueur acquise au système par l'admission de la Turquie à la Confraternité Européenne! Les vrais croyants, c'est certain, refusent d'admettre ce bienfait. L'honnête effendi de Stamboul se sentant un peu familier avec vous, vous prendra par le bras et montrant du doigt, la hauteur pelée de Scutari, (où s'élève un monument de granit au dessus d'amas des morts Anglais) il vous dira avec un ton de résignation mêlé d'ironie; « ci-gissent les bienfaits de la guerre des *giaours* ». Pour toucher un sujet plus frais; voilà le système anglo-français à Naples; des relations diplomatiques interrompues; des relations diplomatiques rénouées! Admirable système! que deux souverains se rencontrent et qu'ils passent ensemble deux jours, et sitôt une terreur s'empare de tous les autres cabinets.

Le diplomate ou homme d'état qui pourrait poser ses doigts sur le système tant révéré, ou montrer où la balance des pouvoirs est suspendue, ce diplomate mériterait toutes les croix et tous les blasons anciens et modernes. La découverte de la pièrre philosophale ne serait qu'un labeur vulgaire, en comparaison d'une telle habilité. Que l'Europe ait eu un système, c'est ce qu'en un sens on peut accorder; qu'elle en aura un, on peut l'espérer; mais qu'à cette heure elle ait un système, c'est ce qu'on doit nettement nier. Des événements tout récents ont détruit tous les éléments des premières combinaisons. Presque chaque chose a changé de forme et de substance dans ce qui était appelé le système européen par les tuteurs de la Société Européenne. Pendant un temps, l'Empereur Nicolas fut le système; comme le Grand Prêtre reconnu de la famille européenne, les signes de tête du Czar, étaient respectés à l'envi par les Tuileries et les ministres de la Reine Victoria. Avec son assentiment, l'Autriche

servait le système, en confisquant les constitutions, et mettant un embargo sur les réformes qui de temps en temps germaient en Allemagne et en Italie; ce fut sous le ministère de Lord John Russel, l'on s'en souviendra, que ce Grand Prêtre envoya, avec l'approbation de l'Angleterre ses apôtres armés en Hongrie. Quelle différence à présent! L'Empereur Nicolas n'est plus, et avec lui a passé sa haine insurmontable pour les changements; Louis Philippe et son systeme ne sont plus, et totalement passée est aussi la politique traditionelle de la Vieille Angleterre, Plus libéral et avec bien moins de préjugés que son père, l'Empereur Alexandre ne tombe point en convulsions au seul mot d'innovation; l'Empereur Louis Napoléon contrairement à son prédécesseur, ne redoute pas de faire sentir à l'Europe le pouvoir et l'influence civilatrice de la France; tandis que John-Bull continue de chanceler et talonner, de protester et de céder; professant la paix et continuellement redoutant la guerre; en amitié avec tous les pouvoirs sans se fier à aucun, dédaigné et dans son courroux et dans ses sympathies.

Singulier état de choses vraiment est celui que présente la conduite de l'empire le plus grand et le plus libre du monde. Il y a des politiques qui l'appellent non-intervention! La Grande Bretagne a suffisamment intervenu, pensent, avec raison, les Tories; l'Angleterre peut bien se passer d'intervenir, disent les Whigs; nous n'avons aucun raison d'intervenir s'écrie l'école de Manchester toute tremblante pour les exportations et les importations: la Grande Bretagne peut aisement se passer de la politique continentale, croyent ou feignent de croire tous. Les colonies et le commerce à tout jamais! Il y a sans-doute beaucoup d'originalité dans ces maximes d'état; de même qu'il peut y avoir de l'hu-

manitanisme à considérer, les bras croisés, deux peuples se détruisant l'un l'autre.

Il n'est pas nécessaire de s'unir au vain cri de la décadence Anglaise, poussé par la haine ou le paradoxe, pour dire que l'Angleterre a parcourru sa carrière; autant peut être prononcé même par ceux qui savent apprécier un pays où nul hommage n'est éxiger pour le vice, quoique couvert de pourpre, et où il est permis à la pensée humaine de librement tenir son plus haut tribunal. — En contemplant l'Angleterre dans ses relations avec l'Europe, on se sent, malgré soi, entrainé a jeter un coup d'oeil sur son éxistence.

Il n'y a point d'exagération à dire, qu'il n'y a eu jamais d'empire aussi étonnant dans sa croissance et plus particulièrement marqué dans ses symptomes de vie, que cette Vieille Angleterre. Tout à la fois, la Carthage et la Rome des temps modernes, elle s'éleva de sa nébuleuse obscurité, pour parcourir une ére de gloire que bien peu de peuples purent jamais imiter, et à accomplir une carrière de conquêtes, inconnue à tout état ancien ou modèrne. Ne souffrant point de rivale, elle ne se donna de répos jusqu'à ce qu'elle n'eût vaincu sur le vaste marché nouvellement découvert, toutes les autres puissances maritimes de l'autre côté de l'Atlantique. Elle poussait ses conquetes plus loin que ne étendit l'imagination de l'Alexandre macédonien, n'oubliant pas même de pénétrer de force par les portes du Céleste Empire; une autre partie du globe également fameuse en antiquité, est mise à contribution; le mont Atlas est témoin de ce que virent l'Himalaya; et bientôt le classique Archipèle grec est aussi contraint de rendre hommage aux insatiables insulaires du

nord; et tout à la fois, un nouveau monde sans limites tout stratifiè d'or, tombe en leur pouvoir; la mère patrie à la fin, parait au milieu de ses vastes empires, comme une ferme isolée, — un jardin abondamment peuplé, couvert de fumée et bruyant! Jardin bien curieux, vraiment! Richesse immense, epouvantable misère humaine; imposture inouïe, stricte probité, vraie piété, extrême hypocrisie, science solide, ignorance sans bornes, — tout co-éxiste et croit dans ce jardin. Là il s'étend au milieu d'une mer d'argent et de perplexités, toujours actif, bruyant de vie; et évidemment épuisé et trop travaillé. Nulle part, ne se montrent de nouveaux éléments de force; partout l'action mécanique provenant des forces mises en mouvement dans des jours qui ne promettent point de se répéter. La multiplication des chemins de fer, l'extension du trafic, refusent d'ajouter à la vraie force et à la richesse nationale. Les accroissements des exportations et des importations; la multiplicité des sociétés d'assurances; les Caisses d'Epargne, les nouvelles lois de crédit, — tout se montre incapable de lutter avec Messieurs Fait-trop Banqueroutier, marchant au grand galop. Même les télégraphes soubmarins et le Malthusiansme ne seront point capables de consolider et de revivifier l'énergie usée de la Grande Bretagne. L'esprit mercantile si audacieux et infatigable, et qui a pénétré avec tant d'irresistibilité dans chaque fibre de l'activité nationale, — refuse de montrer de vrais signes de fertilisation. Bien des entreprises lucratives dont on fait parade jour par jour devant le public à Londres, vous rappelent les burlesques triomphes étalés par les Empereurs de la Grèce dégénérée. En vain, la veille Angleterre a besoin de quelque nouveau principe, quelque nouveau stimulant. — *Multa senem circumveniunt incommoda*, a dit Horace. Des telles récréations, que *Big Ben*, de nouveaux bills

éléctoraux, et la *diodorisation* de la Tamise, — ne suffiront point à donner une nouvelle circulation au sang du bon vieux lion Britanique. Et qu'en serait-il quand l'Australie, le Canada, le Cap. ect. s'aviseraient de faire ce que frère Jonathan a fait? Qu'arriverait-il, quand toutes ces immenses dépendances, iraient se séparer de la mère-marchande et commencer l'échange du coton et du thé entre elles et à l'aide de leur propre marine! L'Indostan et la Chine se hâteront-ils de réparer la perte? Ou bien, peut on espérer que d'autres nouveaux mondes s'offriront à la découverte des marins Bretons! Tout aussi bien pourrait l'Angleterre attendre la pacifications de l'Oude par l'Autriche!

De telles considérations peuvent tres-bien être au dessous de l'observation des vrais diplomates; toute fois en traitant du destin des nations, il n'est pas si facile de les dédaigner; et quoiqu'il en soit, il n'est pas si facile de voir pourquoi les hommes d'état anglais croient pouvoir ignorer les destinées de l'Europe continentale. La politique de non intervention a, sans-doute, ses avantages; mais ce n'est certainement pas quand elle produit des résultats contraires aux buts qu'elle s'était proposés. Quel charme possible peut donc offrir unę politique de non intervention, accompognée d'un taxe-double et de terreurs périodiques d'invasion! Si ces paniques et les cris des défenses nationales prouvent quelque chose, c'est indubitablement que l'Angleterre ne peut pas ignorer et n'ignore pas le reste de l'Europe. Comment donc se fait-il qu'avec toute sa précaution, l'Angleterre n'a pas un seul allié sur lequel elle pourrait compter? elle, le plus obstiné ami du système, pourquoi est elle la proie de toutes ces terreurs? Abordons un point plus simple et plus clair — l'Anglo-Gallo alliance. Comment arriva-t-il que

les encens et les éloges si réligieusement prodigués à Louis Napoléon depuis 1852, aient été si brusquement interrompus au prélude de la guerre d'Italie? L'Angleterre qui a suivi Napoléon aux sombres rivages de l'Euxin, pourquoi à-t-elle refusé de le suivre aussi, — en pensée tout au moins — au beau soleil de l'Italie? L'influence civilisatrice de l'alliance anglo-française s'est elle consommée devant Sébastopol? La meilleure réponse à de telles questions, qui pourraient être multipliées sans grand effort, le lecteur l'avouera «il nous faut une Autriche forte». Lord Palmerston l'a dit en 1848 et le croit encore aujourd'hui; la même maxime est la croyance et peut-être plus intense encore de Lord Derby, et il y a seulement quelques semaines que le parlement anglais eut de la part de M. Gladstone la faveur du même sentiment. Le chancelier de l'Echiquier ne voit pas de raisons pour s'opposer à ce que les Italiens soient libres; mais toute-fois il lui faut une grande, puissante Autriche, pour tenir la balance. Comment l'Autriche doit devenir forte? qu'est ce qui peut la rendre forte? — sont des questions etrangères au point principal; «nous avons besoin d'une forte Autriche» — c'est tout ce qu'il suffit pour répondre a chaque conjoncture. La Russie, si elle le veut, peut conquérir la Hongrie, la France tenir Rome et conquérir l'Italie, les Italiens peuvent être libres s'ils en sont capables; mais qu'est ce que tout cela? il nous faut une forte Autriche! maxime d'état de la plus grande simplicité sans-doute. La Russie s'emparant de la Hongrie, une guerre gallo-anglaise dans la Crimée, Napoléon recevant en present la Lombardie; incomparable trilogie!

« L'Angleterre — c'est le diplomate hors de combat qui parle, — pourrait faire quelque chose de plus digne et de beaucoup

plus utile que de balancer entre des prédilections surannées des tories et les sympathies boueuses des whigs. À ce moment plus que jamais, elle devrait éviter une conduite qui tend à exciter la haine d'une puissance et la dérision d'une autre, et qui est aussi peu flatteuse qu'utile. Nous nous rappelons tous vivement, avec quel orgueil et quelle égoiste satisfaction les chefs des Whigs et des Torys s'efforcèrent de s'attribuer les mérites et la gloire de la nouvelle alliance française, si nécessaire à la civilisation et au bien-être du genre humain. Et en effet, la reconnaissance précipitée du nouvel empire Français a suffisamment prouvé que l'Angleterre était réellement déterminée à se faire un allié du nouveau souverain de la France. Par deux traités faisant partie des pactes sacrés de 1815, et auxquels l'Angleterre fut une des principales parties, la dynastie de Napoléon, nous le savons, fut pour toujours déclarée exclue du trône de France. Et Lord Derby, comme s'il en était poussé par une sentiment impie envers Lord Castlereagh, a reconnu l'accession de Louis Napoléon avec un empressement sans pareil. Pourquoi donc voyait-on le même homme d'état s'éloigner de ce fidèle et sage allié de l'Angleterre, dans une conjoncture où il s'embarquait dans une entreprise qui décidément est plus noble qu'aucune chose qu'il ait fait jusqu'ici? Était-ce pour gagner l'affection de l'Autriche que le noble Lord admonestait le Roi héroïque du Piémont de se garder des projets ambitieux? et l'Autriche était-elle satisfaite de cette marque de sympathie? Le ministre de l'Angleterre soumettant des l'Indous, des Bramines, des Mahomettans et des Confucians et de cent autres tribus, — prêchant l'abstinence à un Roi qui était assez brave et assez noble pour appeler sous son sceptre un peuple de son propre sang et opprimé! Le premier ministre Anglais ne voulait abso-

lument entendre parler d'un Congrès sans que le maintien des traités de 1815 ne fut reconnu comme une condition *sine qua non*. Comment accorder ce zèle vivant pour ces traités sacrés, avec l'abandon et la bonhomie avec lequelle le noble Lord a reconnu l'Empire Napoléonien? Ou bien, doit-on supposer que le chef populaire des Torys voulait gratuitement s'abandonner au sarcasme, alors qu'il amusait la chambre de la sainteté de ces traités»!

Nous ne croyons pas qu'il soit nécessaire de plus de raisonnements pour découvrir les mérites réels de la politique Derbienne. Les effets qu'elle a produits et à Paris et à Vienne, ne sont point un secret; et la meilleur défense de cette politique est que le ministère Palmerston ne s'est pas beacoup amendé sur son prédécesseur. La première déclaration du Lord Palmerston en arrivant au pouvoir, fut; que les ministres de Sa Majésté étaient déterminés à adhérer a la politique jusqu'alors suivie, c'est-à-dire à celle d'une stricte neutralité. Pourtant, il faut l'admettre, le langage de Lord John Russel, à la date du 8 août, a donné une autre couleur à la politique du gouvernement Anglais actuel. Le noble Lord déclara, ce que aucun ministre de l'Angleterre depuis George Canning, n'osa déclarer: il reconnait les droits des peuples à choisir leur propres gouvernements. Pourquoi, s'ecriait-il, réfuserait-on aux Italiens le droit de faire ce qui fut fait par les Anglais, les Hollandais et les Français? Nous sommes bien loin de vouloir déprécier la valeur de cette déclaration, — de cette doctrine repétée depuis par le noble Lord à Aberdeen. Mais on peut demander avec raison, pourquoi cette déclaration n'aurait-elle pas été faite le 8 de juillet au lieu du 8 d'août. Que de choses elle aurait pu épargner! Fort probablement Villafranca.

Ce serait absurde de croire que ce retard a raffermi l'alliance française ou qu'il a attaché l'Angleterre à l'Autriche plus intimement. Les fruits les plus évidents de ce libéralisme tardif sont les défenses nationales. Y a-t-il besoin d'autres argumentations pour prouver que l'Angleterre n'a pas de politique? faut-il d'autres preuves pour démontrer que la maxime *We Want a strong Austria*» ne fait pas compte! l'Autriche peut-elle réellement remercier ses amis de leur désir d'avoir une Autriche forte, une florissante Autriche, — et qui lui disent en même temps, qu'elle sera beaucoup plus forte hors d'Italie, et que le Lombard-Vénitien ne payera jamais les dépenses! Nous ne voyons pas comment on peut croire et à quoi bon de sôutenir la fiction que la perte de deux des provinces les mieux cultivées rendra l'Autriche plus forte. Est-ce que nous vivons encore dans ces temps, où ce qui se passait d'un coté d'une rivière restait inconnu au peuple de l'autre rive! La perte d'une province n'agit-elle pas sur les autres. Voyez l'Allemagne que l'Autriche s'attendait à voir se précipiter à sa défense vers le Po, et lisez le programme d'Eisenach! Ces hommes d'état qui soupirent après une Autriche forte, doivent certainement chercher un autre remède que celui de lui conseiller d'emballer ses droits divins, et d'abandonner l'Italie. Nous avons déjà exprimé notre conviction que l'Empereur Napoléon ne peut pas long temps continuer à nourrir dans son coeur et sa vénération pour le Saint-Père, et son amour pour le Roi des Italiens; de la même manière nous croyons, que le gouvernement Anglais trouvera bientôt qu'il n'est pas doué de l'organe de l'*amativité*, (qu'on nous pardonne de nouveau l'expression-phrénologique) assez amplement dévelopée pour aimer et l'Autriche et l'Italie.

Passons maintenant à un thème différent. Qu'il nous soit permis d'entrer un instant en conférence avec une école qui est loin d'être synonime avec *Saint-Alliancisme*, — c'est de l'école de Manchester que nous voulons parler. M. Cobden a saisi, il y a quelques semaines, l'opportunité de répéter la doctrine de cette école à ses électeurs de Rochdale, et un publiciste bien connu a exposé la même doctrine dans une brochure à part. M. de Girardin (*) montre avec le talent et la facilité qui lui sont habituels, que la guerre est un massacre en gros, et qu'elle n'est d'aucune utilité et d'aucune nécessité possible. Sans armées, on ne pourrait pas faire la guerre; les armées coûtent des sommes immenses, — donc le désarmement européen, et par lui, la paix. Cette thèse-çi est soutenue par les statistiques du Baron Reden; l'effectif militaire en Europe compte 4 millions d'individus. La valeur moyenne du travail de ces 4 millions, vaudrait 890 millions de francs; le coût des hommes et des matériaux est de 2 millions, en sorte que la dépense avalée par les armées européennes font un total d'environ 3 milliards de francs. Le désarmement naturellement guérirait tous ces maux, et en outre ouvrirait l'ère de paix et de civilisation; « le désarmement européen serait le triomphe de l'idée économique; désormais, hors de l'idée économique plus de politique ».

Il ne serait certes pas difficile d'ajouter d'autres statistiques à celles du Baron Reden, pour prouver les maux de la guerre et les inconvénients des armées permanentes. Les larmes de la vieille mère, privée de son fils; le désespoir des épouses séparées de leurs maris; des milliers de jeunes gens retournant à

(*) Le Désarmement Européen, par Émile de Girardin.

leurs villages, — quelque fois avec un petit brin de métal pendant sur leur poitrine, et très souvent même sans ce brimborion, — regagnant leur foyers avec un bras de moins, ou portés sur béquilles, — voilà aussi de la statistique. Mais quel effet peuvent exercer des données évidentes et incontestables sur la solution d'une triste réalité dont les causes sont ignorées! Que penserait-on si quelqu'un venait à nous proposer l'abolition du vice, — comme une chose trop coûteuse et très nuisible ! La méthode la plus facile de résoudre les problèmes est sans doute, d'oublier les causes dans les effets, et de remplacer les conclusions par des prémisses; mais nous nous permettrons d'observer, qu'un examen des causes des armées permanentes conduirait à un resultat un peu plus pratique qu'une inutile enumération des désavantages qu'elles offrent. Les éloges prodigués au progrès de l'industrie et à l'extension du commerce, ne peuvent être d'aucune utilité aussi long temps qu'on se refusera à rechercher les raisons, pour les quelles on arrache 4 millions d'hommes à leur paisibles occupations, pour les mettre en uniformes. M. de Girardin même promet l'unité nationale à l'Autriche, au moyen du désarmement. Il est un peu douteux, nous croyons, que François Joseph soit décidé à faire l'expérience, à moins qu'il n'y soit contraint par un nouveau Napoléon Buonaparte. — Si vous voulez, en réalité, inaugurer l'ére du désarmement, il vous faut avant tout débarrasser la voie — enlever en premier lieu le système, cette carcasse embaumée en poudre à canon; puis enfoncer dans les profondeurs de la terre, les droits des dynasties détestées; c'est alors que vous pourriez y envoyer aussi après eux des piles de bayonnettes. — Plus tôt l'école de Manchester arrivera à cette conviction, plu-tôt elle peut s'attendre à voir réaliser ses aspirations économo-humaines.

Lorsqu'à Rochedale, M. Cobden, avec son libéralisme bien connu, a protesté énergiquement contre l'idée que l'Angleterre prenne part à un Congrès lequel ne reconnaîtrait pas le droit des Italiens de disposer de leur propre sort; et à la même occasion ce champion populaire de la liberté de commerce, se rapprochant de son thème favori, tourna en ridicule les terreurs de l'invasion. Selon M. Cobden l'argent depensé par le gouvernement Anglais pour les défenses nationales, atteindrait son vrai but si on l'appliquait à l'extension du commerce avec la France; cette extension, il en est persuadé, serait le meilleur moyen de guérir toutes craintes d'invasions. — Quant à nous, certainement nous ne croyons pas qu'un monarque quelconque ou une ligue de monarques puisse sérieusement penser à lâcher une soldatesque avide de butin, sur Londres, Manchester et Liverpool; ou que l'on pourrait méditer vraiment, dans ce moment, le démembrement des iles Britanniques. Non! nous le croyons et ne voulons pas le croire. Mais de l'autre part, nous sommes encore plus convaincus de l'erreur, en trouvant un boulevard de défense dans l'extension du commerce. L'extension du commerce peut rendre la guerre moins convenable, mais jamais ce n'enfantra la paix. De l'antiquité la plus reculée jusques à nos jours, on ne trouverait pas deux nations qui soient devenues unies en amitié par les liens du commerce. Quoi! Le commerce le premier ennoblisseur de la nature humaine! Qui ignore les ravages de commerce? Le dix-huithième siècle n'est-il pas couvert de guerre de commerce? N'est-ce pas le commerce qui a répandu de nouvelles horreurs dans le nouveau monde? Ce sont les iniquités du commerce qui appelèrent la main du Seigneur à découvrir les fondations de Tyre et de Ninive; c'est le commerce qui a fait de Carthage un amas de ruines; le mas-

tacre de Jedda nous rappelle le commerce ; vous pouvez lire commerce sur les grumeaux trampés de sang de Cannpoor ; les vagues rougies du Peiho réfletent commerce. Le commerce c'est-vrai, nous facilite l'acquisition de tel ou tel article ; plus d'une âme noble est engagée dans des affaires mercantiles, mais où trouver les traces du principe fraternisant du commerce! Jamais un peuple célèbre par le commerce ne le fut aussi par le plus nobles attributs de l'homme.

Regardez Londres, — qui est pourvu de plus d'institutions réparatrices qu'il n'en exista jamais dans toute l'ancienne Grèce; — regardez bien cet énorme tabernacle de l'adoration du commerce tout couvert d'or; lisez les rapports des cours de Londres, et comme étranger, vous succombez d'épouvante à voir l'endurcissement inebranlable et l'ingénieuse mobilité de la dépravation mercantile. Presque tout est fructifié par l'esprit béni du commerce ; le docteur vend de la strychnine; l'électeur porte au marché son vote. Non! Non! jamais la simplification des tarifs et les longues connexions n'apporteront le ciel sur la terre. C'est le plus inconsolant présage pour le genre humain, que cette tendance de la civilisation Européenne à courber la tête devant le commerce. Nous ne connaissons pas de doctrine d'economie politique, qu'on puisse opposer à la rapacité insatiable de ce monstre vulgaire; non certainement les doctrines modernes. Le fanatisme de religion et le fanatisme de commerce, n'ont pas de réproches à se faire l'un à l'autre; le commerce, cette avide tombe mouvante, — que la science et l'art mécanique enseignèrent à traverser les mers et les rochers, — a causé plus de ravages et de cruautés que les épées de Dsinghizkan et d'Attila. Ce sont d'étrangers bienfaits, que ceux du commerce,

— La société, comme on l'appelle, avance, et le cœur de l'homme meurt. — Quoiqu'il en soit du commerce et de ses influences sur la fraternité des nations, il semble que l'heure du désarmement n'a pas encore sonnée. Il reste encore assez à faire au glaive de l'équité. Vous ne pouvez vous méprendre sur ce glaive de rétribution; sa lueur vous rapelle l'éclair de Dieu, vous croyez entendre le cri de résurrection dans son bruit. Qui en effet peut rester immobile, à la vue des faits, de la valeur que la main d'en haut a planté dans le coeur de l'homme? Voici 10 millions d'Italiens qui ont joui pendant les derniers six mois d'une paix profonde sous le gouvernement du Roi Bourbon; voilà 10 autres millions d'Italiens qui ont fait ce que le prophète a ordonné; gardant les forteresses, veillant au chemin, et fortifiant leurs reins. Lesquels de ces dix millions, vivaient le plus en hommes? et lesquels se sentaient-ils eux mêmes le plus qu'ils sont des hommes! Le bon vieux Franklin que les hommes de la paix aiment a citer, lui même, s'enthousiasmait pour la gloire des combats; comme son cœur tresaillit d'orgueil et de joie, en entendant les victoires sanglantes du frère Jonathan! Et, en vérité, pourquoi nous mystifier nous mêmes? Quel progrès, ou quelle lumière aurions-nous acquis même avec des millions de machines à vapeur et des myriades de balles de coton échangées, — sans le glaive qui d'un âge à l'autre perça le cou insolent de l'iniquité? Ceux qui désirent vraiment le désarmement général, doivent du moins consulter les pensées du vrai Napoléonisme. L'immortel maître du glaive de la raison, a aussi eu quelques idées sur la fraternité des peuples. Voici ce qu'il a dicté sous la plume du général Las Cases; instruissons nous. —

« Après avoir traité beaucoup d'autres sujets, l'Empereur

disait: une de mes plus grandes pensées avait été l'agglomération, la concentration des mêmes peuples geographiques qu'ont dissous et morcelés les révolutions et la politique.

« Quant aux 15,000,000 d'Italiens, l'agglomération était déjà fort avancée; il ne fallait plus que veillir, et chaque jour murissait chez eux l'unité de principes et de législation, celle de penser et de sentir, ce ciment assuré, infalllible, des agglomérations humaines. La réunion du Piémont à la France, celle de Parme, de la Toscane, de Rome, n'avaient été que temporaires dans ma pensée, et n'avaient d'autre but que de surveiller, garantir, et avancer l'éducation naturelle des Italiens. Et voyez si je jugeais bien et quel est l'empire des lois communes! Les parties qui nous avaient été réunies, bien que cette réunion pût paraitre de notre part l'injure de l'envahissement, et en depit tout leur patriotisme italien, ces mêmes parties ont été précisement celles qui de beaucoup nous sont demeurées les plus attachées. Aujourd'hui qu'elles sont rendues à elles-mêmes, elles se croient envahies, déshéritées, et elles les sont!....

Tout le midi de l'Europe eût donc bien tôt été compacte des localités, de vues, d'opinions, de sentiments et interêts. L'agglomération des Allemands demandait plus de lenteur, aussi n'avais je fait que simplifier leur monstrueuse complication; non qu'ils ne fussent preparés pour la centralisation: ils l'étaient trop au contraire, ils eussent pu réagir aveuglément sur nous avant de nous comprendre. Comment est-il arrivé qu'aucun prince allemand n'ait jugé les dispositions de sa nation, ou n'ait pas su en profiter?

Assurément, si le ciel m'eut fait naitre prince allemand, au travers des nombreuses crises des nos jours, j'eusse gouverné infailliblement les 30,000,000 d'Allemands réunis; et pour ce que je crois connaître d'eux, je pense encore que, si une fois ils m'eussent élu et proclamé, il ne m'auraient jamais abandonné, et je ne serais pas ici.... Quoi qu'il en soit, cette agglomération arrivera tôt ou tard par la force des choses: l'impulsion est donnée et je ne pense pas que après ma chûte et la disparition de mon système, il y ait en Europe d'autre grand équilibre possible, que l'agglomération et la confédération des grands peuples. Le premier souverain qui, au milieu de la première grande mêlée, embrassera de bonne fois la cause des peuples, se trouvera à la tête de toute l'Europe, et pourra tenter tout ce qu'il voudra ». — Suivons encore la même idée, sous une autre forme.

« Napoléon voulait recréer la patrie italienne, réunir les Vénitiens, les Milanais, les Piémontais, les Génois, les Toscans, les Parmesans, les Modènais, les Romains, les Napolitains, les Siciliens, les Sardes dans une seule nation indépendante, bornée par les Alpes, les mers d'Adriatique, d'Jonie et Mediteranée, c'était le trophée immortel qu'il élevait a sa gloire.

Trois choses s'opposaient à ce gran dessein; 1° les possessions qu'avaient les puissances etrangères; 2° l'esprit des localites; 3° le sejour des papes à Rome. Dix ans s'étaient à peine écoulés depuis la consulte de Lyon, que le premier obstacle était entièrement levé: aucune puissance étrangère ne possedait plus rien en Italie: elle était toute entière sous l'influence immédiate de l'Empereur. La destruction de la République de Vénise, du

Roi de Sardaigne, du Grand-duc de Toscane, la réunion à l'empire du patrimoine de Saint-Pièrre, avaient fait disparaitre le second obstacle. Comme ces fondeurs qui, ayant transformé plusieurs pièces de petit calibre en une seule de 48, les jettent d'abord dans le haut-fourneau pour les décomposer, les réduire en fusion, de même les petits états avaient été réunis à l'Autriche ou à la France pour être réduits en éléments, perdre leurs souvenirs, leurs pretentions, et se trouver préparées au moment de la fonte. Les Vénitiens réunis pendant plusieurs années a la monarchie autrichienne avaient senti toute l'amertume d'être soumis aux Allemands. Lorsque ces peuples rentrerent sous la domination italienne, ils ne s'inquietèrent pas si leur ville serait la capitale, si leur gouvernement serait plus ou moins aristocratique. La même révolution s'opéra en Piémont, à Gènes, à Rome, brisés par le grand mouvement de l'empire français. Il n'y avait plus des vénitiens, de piémontais, de toscans, tous les habitants de la peninsule n'étaient plus qu'Italiens: tout était pret pour créer la grande patrie italienne. Le Grand Duche de Berg était vacant pour la dynastie qui occupait momentanément le trône de Naples. L'Empereur attendait avec impatience la naissance de son second fils pour le mener à Rome, le couroner Roi d'Italie, et proclamer l'indépendance de la belle péninsule sous le regence du prince Eugène »....

A la Consulte de Lyon, Napoléon a dit qu'il lui faut vingt ans pour réaliser l'unification italienue; lui faudrait-il autant de jours en 1859!

C'est une impossibilité absolue de méconnaitre dans ces pensées, le vrai Napoléonisme, le Napoléonisme purifié; il faut que

vous voyez à travers de ces paroles, le glaive envoyé par le ciel pour abattre la tyrannie pétrifiée. Il faut qu'il fasse encore le tour de l'Europe, ce Napoléon! L'immortel diplomate des peuples, avec les paroles duquel nous avons à plusieurs réprises orné ces pages, — et qui a prédit ce qui arrivera aux cendres de Napoléon, a aussi prophétisé;

But be it as it is — the time may come
His name shall beat the alarm, like Ziska's drum.

Il faut que ce temps, prédit par le poëte-prophète, vienne; il faut que ce Napoléon se montre encore une fois; ou le Napoléonisme disparaitra, même de nom. Nul déploiement d'insignes, aucune imitation extérieure, gaie, ou couverte de sang, ne peut lui être d'une utilité substantielle. Pour se fortifier il faut que le Napoléonisme jette ses racines dans l'avenir; des Villafranca, nous nous permettons de l'avancer, ne sont pas des aliments les plus convenables pour lui. Dans les beaux jours, quand Lord Castlereagh s'était tant enthousiasmé par l'idée des Congrès périodiques des souverains, George Canning disait; L'Angleterre fera une musique bien discordante dans la famille de la Sainte Alliance. Cet aphorisme du noble homme d'État, est beaucoup plus vrai pour le Napoléonisme et la Sainte Alliance ». Villafranca fut le dernier miracle accompli sur l'Autriche, et le premier coup manqué du second Empire a dit....... Ce n'est pas à nous qu'il appartient de considérer la valeur de ce mot piquant; mais, d'une autre part, nous n'hésiterons pas à prononcer, — que Napoléonisme et *Saint-Alliancisme* sont des éléments qui ne se combinent pas. On pourrait de même espédrees mêler en mélodieuse harmonie le braiment de l'âne et